



PLUS-VALUE
**RENDEMENT: LA
CHASSE EST OUVERTE**
PAGES 6 ET 7



<p>↑ S&P TSX 11 576,47 +10,40 (+0,09%)</p>	<p>↓ S&P 500 1317,82 -2,86 (-0,22%)</p>	<p>↓ DOW JONES 12 454,83 -74,92 (-0,60%)</p>	<p>↑ PÉTROLE 90,86 \$US +0,20 \$US (+0,22%)</p>	<p>↓ DOLLAR 97,13 -0,23 €US</p>
---	--	---	--	--

FORMULE 1

Ecclestone renouvellerait l'entente à prix d'ami



**MICHEL
GIRARD**
CHRONIQUE

Ne partons pas en peur avec les nouvelles exigences financières de Bernie Ecclestone. Ne voulant pas passer pour un gros méchant loup, il serait prêt à prolonger de 10 ans le contrat du Grand Prix du Canada, moyennant une légère augmentation de l'actuelle subvention annuelle. Dans le cadre de la présente entente

manitou de la F1 se contenterait d'une hausse annuelle de quelques points de pourcentage. Par exemple, pour la première année du nouveau contrat de 10 ans, *La Presse Affaires* a appris qu'on parle d'un supplément nettement sous le million de dollars. Montréal demeurerait ainsi l'un des rares Grands Prix «abordables» en termes de subventions. Des promoteurs versent actuellement jusqu'à 40 millions par année de subvention pour obtenir le droit d'organiser une telle prestigieuse course.

Comme seconde condition pour boucler une nouvelle entente de 10 années, Ecclestone exigerait la rénovation des infrastructures actuelles du circuit Gilles-Villeneuve: les garages, le centre médical du Grand Prix, l'asphalte du circuit, etc. Simple question de moderniser des installations vieillottes, que lui-même avait payées de sa poche lorsqu'il avait repris en 1988 le Grand Prix à titre de promoteur.

Ces travaux de restauration des installations du circuit s'élèveraient à environ 20 millions de dollars.

Voir **ECCLESTONE** en page 4

Pour renouveler l'entente de 2015 à 2024, le grand manitou de la F1 se contenterait d'une hausse annuelle de quelques points de pourcentage.

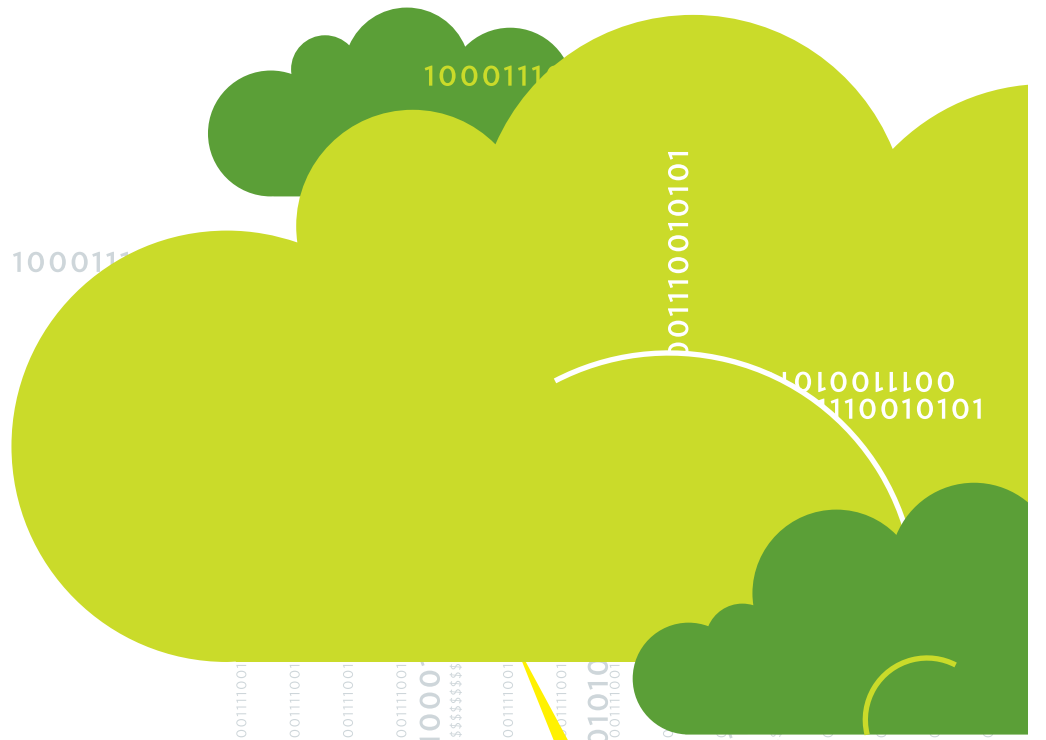
qui prendra fin en 2014, on lui verse une subvention annuelle de 15 millions de dollars. L'argent provient des quatre bailleurs de fonds suivants: Ottawa (5 millions), Québec (4 millions), Tourisme Montréal (5 millions) et Ville de Montréal (1 million).

Pour renouveler l'entente de 2015 à 2024, le grand

CANADIEN PACIFIQUE
**LE TRANSPORT DE MARCHANDISES
AFFECTÉ PAR LA GRÈVE** PAGE 9



PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

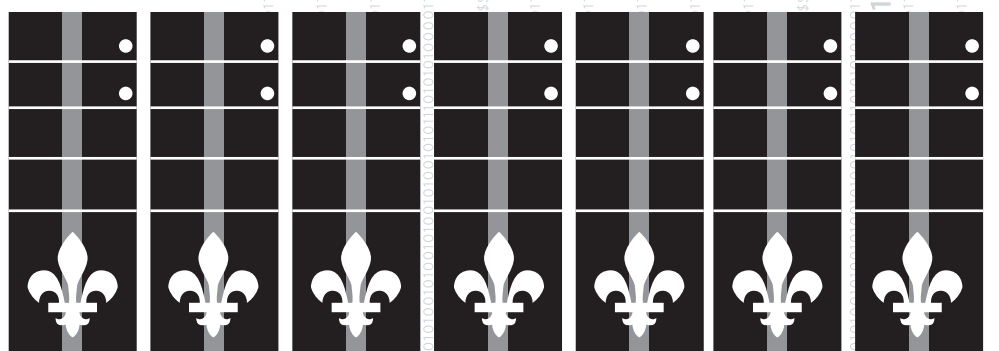


**LES CENTRES DE DONNÉES
INFORMATIQUES**

Retombées réelles ou virtuelles?

L'énergie verte, le climat, l'espace. Le Québec a tout ce que convoite l'industrie des centres de données informatiques, mais il ne s'est jamais montré très pressé de les accueillir sur son territoire. Avec l'informatique en nuage, qui donne une nouvelle impulsion à ces entreprises, et les surplus d'électricité d'Hydro-Québec, les choses pourraient changer.

UN DOSSIER D'HÉLÈNE BARIL EN PAGES 2 ET 3



Courez la chance
DE GAGNER
5 000 \$
de produits **Trévi**

Visitez notre page
Facebook
et cliquez sur **J'aime**

facebook.com/PiscinesTrevi



Détails et règlements sur la page facebook.

LA PRESSE AFFAIRES

CENTRES DE DONNÉES
INFORMATIQUES

DES RETOMBÉES

RÉELLES OU

Tous les 18 mois, la quantité d'informations numériques double. Elle se compte maintenant en yottabits (YB). C'est 2 bits, à la puissance 80. Gigantesques bibliothèques vivantes, les serveurs qui conservent ces données se multiplient. Leurs besoins en électricité sont énormes. Partout dans le monde, les États s'arrachent ces investissements à coup de subvention et de rabais de taxes.

Le Québec, qui a de l'espace et de l'énergie à revendre, ne fait pas grand-chose pour attirer cette activité économique qui croît à la vitesse grand V.

Vert, la couleur de l'avenir

L'électricité est l'aliment de base des centres de données



HÉLÈNE BARIL

Les millions d'amis de Facebook et les fans d'Apple ne trouvent pas très cool que leurs entreprises chéries carburent au charbon et aux autres formes d'énergie polluantes.

Aussi, quand Greenpeace a publié il y a quelques semaines un classement des entreprises technologiques les plus propres, les réactions ne se sont pas fait attendre. Des manifestations ont été organisées et des annonces ont suivi.

Apple, une des entreprises qui utilisent le plus le charbon pour alimenter leurs centres de données, a fait savoir qu'elle abandonnerait

complètement cette forme d'énergie d'ici un an dans ses trois installations des États-Unis situées en Caroline-du-Nord, en Californie et en Oregon.

Les modalités de cette conversion totale à l'énergie propre restent à préciser. Les panneaux solaires et les piles à combustible capables de générer de l'électricité avec des biogaz sont au nombre des moyens que compte utiliser Apple pour réduire sa dépendance aux énergies sales.

C'est tout un défi pour une entreprise de cette taille. En Californie, où est situé le siège social d'Apple et le plus gros de ses centres de données, l'entreprise doit s'approvisionner auprès de Duke Energy, le seul fournisseur d'électricité de la région qui utilise surtout du charbon.

Comme Apple, toutes les entreprises technologiques chassent désespérément les

sources d'énergie verte pour leurs serveurs, dont l'aliment de base est l'électricité.

Google, qui a déjà songé à installer les siens sur le terrain de l'aéroport désaffecté de Mirabel, investit massivement dans le développement des sources d'énergie verte. L'entreprise de Silicon Valley consacre près de 1 milliard de dollars américains pour augmenter la production d'énergie solaire et éolienne. Elle achète autant de kilowattheures propres qu'elle le peut mais elle doit malgré tout se contenter d'un bilan assez moyen: seulement 30% de toute l'énergie consommée par Google est renouvelable.

Google s'est engagée à réduire à zéro son empreinte carbone, mais pas à tout prix. À ceux qui se demandent pourquoi l'entreprise ne s'installe pas là où il y a de l'énergie propre en abondance, elle répond ceci sur son site

Un intérêt commence à poindre au Québec

HÉLÈNE BARIL

Est-ce la venue de l'entreprise française OVH à Beauharnois? Les surplus qui continuent de s'empiler chez Hydro-Québec? Ou les exportations d'électricité qui ne rapportent plus autant?

Toujours est-il qu'un intérêt nouveau se manifeste au Québec pour les centres de données informatiques. Un comité formé d'Investissement Québec, de Montréal International et d'Hydro-Québec a entamé des discussions sur le potentiel de cette industrie en forte croissance et sur l'occasion de faire des efforts pour l'attirer ici.

Investissement Québec trouve que c'est un secteur prometteur et Montréal International en est convaincu.

L'industrie a changé, explique Élie Farah, vice-président Investissement Grand Montréal de l'organisme de promotion économique. Le défaut qu'on lui reprochait,

soit de ne pas créer beaucoup d'emplois par mégawatt consommé, n'est plus aussi évident, selon lui.

L'arrivée de l'entreprise française OVH en est un bon exemple, précise M. Farah lors d'un entretien avec *La Presse Affaires*.

Le premier hébergeur européen ne fait pas que stocker des données. Il fabrique ses propres serveurs et fait de la recherche-développement. Aussi, grâce à la technologie qu'il a mise au point, OVH a réduit au minimum sa consommation d'énergie.

L'entreprise paiera le tarif industriel d'Hydro-Québec d'électricité, mais sa consommation sera inférieure au seuil critique des 50 mégawatts.

En deçà de 50 mégawatts, Hydro-Québec est obligée de desservir tout nouveau client qui en fait la demande. Au-delà de ce seuil, la décision revient au gouvernement, qui doit donner son accord et il s'assure d'abord que les

mégawatts requis se traduisent en retombées économiques.

Jusqu'à maintenant, aucun supercentre de données informatiques qui aurait nécessité la bénédiction du gouvernement québécois n'a élu domicile au Québec. Il n'existe aucun programme pour les attirer, encore moins de mesures d'incitation fiscale ou autres.

Comment expliquer que plusieurs États américains se les arrachent? «Les États-Unis ont une approche différente quand vient le temps d'évaluer les retombées économiques», avance prudemment Élie Farah.

GÉANTS
EN QUÊTE
D'ÉNERGIE
VERTEPart de l'énergie utilisée
provenant du charbon

APPLE

55,1%

HP

49,7%

IBM

49,5%

ORACLE

48,7%

FACEBOOK

39,4%

Source: Greenpeace

QUE CONTIENT LE NUAGE ?

Les informations échangées sur les médias sociaux comme Facebook et Twitter

Des données d'entreprises

Des jeux en ligne de Wii et Xbox

Des émissions de télévision, des films, de la musique

VIRTUELLES POUR LE QUÉBEC ?

internet: les endroits qui ont le plus d'énergie propre ne sont pas nécessairement ceux où un centre de données peut le mieux servir ses clients.

S'il y a des milliers de kilomètres entre les deux, le délai de réponse peut devenir un problème, même s'il se mesure en milliseconde. Il y a mille millisecondes dans une seconde. Il faut par exemple 8 millisecondes pour franchir la distance entre Montréal et New York.

Ce problème de latence, comme on l'appelle dans l'industrie, peut toutefois être géré et atténué en améliorant la qualité du réseau de transmission.

Une explosion de données

La musique, les livres, les films se sont dématérialisés et réincarnés dans des centaines de millions de serveurs répartis dans des milliers de centres du monde entier.

Un centre de données informatiques conserve des informations numérisées qui doivent être accessibles rapidement et en tout temps, explique Éric Chouinard, qui a cofondé iWeb, une entreprise d'hébergement de données à Montréal en 1996.

Pour être efficace, il a besoin d'une source d'énergie fiable et peu coûteuse. Les serveurs sont énergivores et leur fonctionnement dégage beaucoup de chaleur, qui doit être évacuée. La climatisation représente donc une portion importante de la facture énergétique. Le tiers de la consommation d'électricité sert à refroidir l'espace, d'où l'intérêt d'installer un centre dans des climats frais, précise Éric Chouinard.

iWeb paie chaque mois 300 000 \$ en électricité à Hydro-Québec pour l'alimentation de ses 35 000 serveurs répartis dans quatre centres.

En plus de l'énergie, un centre de données a besoin d'un réseau double de fibre optique, pour continuer de fonctionner en cas d'avarie sur l'un des deux.

L'accès à une main-d'œuvre qualifiée est aussi un ingrédient important, selon le cofondateur de iWeb, qui compte 200 employés, et qui fait de la recherche-développement.

Tous ces ingrédients qui font le succès d'un site d'hébergement, Éric Chouinard les a trouvés à Montréal. Son entreprise réalise maintenant un chiffre d'affaires de 45

millions et a des clients dans 150 pays.

Depuis des années, le jeune entrepreneur dit à qui veut l'entendre que le Québec aurait intérêt à être plus accueillant pour les centres de données informatiques. Il en est plus convaincu que jamais. «Le nombre d'emplois est à considérer, mais il y a aussi tout un écosystème qui tourne autour des centres de données», estime-t-il.

Le développement rapide de l'informatique en nuage, qui permet aux entreprises de sous-traiter le stockage d'un nombre croissant de données, laisse présager une augmentation fulgurante du nombre de centres de données.

Selon une étude réalisée par la firme IDC pour le compte de Microsoft, 1,5 million d'emplois ont été créés dans le monde par l'informatique en nuage en 2011.

Au Canada, la firme prévoit que 70 000 nouveaux emplois y seront reliés d'ici la fin de 2015. Pour Éric Chouinard, le calcul est vite fait: si le Québec obtient une part équivalente à son poids dans le Canada, ça peut vouloir dire 15 000 emplois de plus.



Le futur centre de données d'OVH à Beauharnois.

Il donne l'exemple des petites villes américaines qui ont mis le paquet pour attirer Google et

qui s'en servent comme levier pour diversifier leur économie.

Un impact positif

Selon une étude réalisée par Secor pour le compte d'Hydro-Québec, tous les centres de données informatiques ne sont pas égaux, mais la plupart d'entre eux génèrent des retombées économiques positives.

Même en tenant compte du fait que les nouvelles centrales produisent de l'électricité qui coûte 10 cents par kilowattheure et que ces clients

paieraient la moitié de ce prix, soit 5 cents le kilowattheure, le Québec serait gagnant, selon cette étude.

Il suffit de choisir soigneusement les projets, estime le représentant de Montréal International, qui est particulièrement fier d'avoir attiré OVH. C'est déjà payant, selon lui. «Pour cette année seulement, les retombées économiques de ce projet seront d'environ 10 millions», précise-t-il, uniquement dans l'aménagement du site.

Le maire de Beauharnois, Claude Haineault, ne le contredira certainement pas. La ville, qui a hérité de l'usine de Rio Tinto Alcan, l'a donnée à OVH, plutôt que d'essayer de la vendre. Valeur du don: 1,8 million.

Le maire est convaincu d'avoir ouvert une nouvelle avenue de développement économique pour sa ville. Les centres de données comme celui d'OVH ne sont pas seulement des consommateurs d'électricité. Ils créent de la valeur, estime-t-il.

Plus, en tout cas, que les milliards qu'Hydro-Québec veut investir dans des lignes de transport d'électricité aux États-Unis, dit le maire Haineault.

AUJOURD'HUI BEAUHARNOIS, DEMAIN L'AMÉRIQUE

Après avoir regardé du côté de Boston, Philadelphie et Washington, le premier hébergeur internet européen a choisi de s'installer à Beauharnois, au Québec.

C'est le site qui a séduit Octave Kalba, fondateur de OVH.com, une entreprise familiale établie à Roubaix, en France.

L'ancienne aluminerie d'Alcan, fermée en 2008, lui a semblé faite sur mesure pour accueillir leur type d'entreprise, qui fabrique et exploite des serveurs informatiques dédiés ou mutualisés (*cloud*). Et les tarifs d'électricité? Ça fait partie de la décision. C'est surtout la stabilité de l'approvisionnement en électricité qui est appréciée. Côté prix, il y a des économies comparativement à la France, «mais ce n'est pas délirant comme différence», dit M. Kalba. Les Klaba passent actuellement plus de temps de ce côté-ci de l'Atlantique, où ils s'affairent à mettre en route un gros *datacenter*, comme on dit en France, un des plus gros en Amérique du Nord.

En échange de l'ancienne usine d'Alcan, OVH s'est engagée à investir 127 millions et à créer 120 emplois au cours des trois prochaines années.

Concrètement, l'entreprise veut se doter d'un quartier général pour percer le marché américain. «D'abord la côte Est, New York et Washington, et plus tard, l'Ouest, Vancouver et la Californie», précise Octave Kalba.

Gros programme pour l'entreprise fondée en 1999, qui exploite 100 000 serveurs en Europe. Son objectif est de doubler ce nombre et de multiplier aussi par deux son chiffre d'affaires de 120 millions. À plus long terme, l'entreprise veut se doter de 360 000 serveurs et générer 85% de son chiffre d'affaires en terre d'Amérique.

Les premières étapes prévues sur ce long parcours sont New York, Washington, Atlanta et Dallas d'un côté. De l'autre, Ottawa, Toronto, Detroit, Chicago et Dallas.

OVH arrive à Beauharnois avec sa technologie et son savoir-faire. L'entreprise construit ses propres serveurs, plutôt que de les acheter à Dell ou autres. Sa technique de refroidissement à l'eau plutôt qu'à l'air, par exemple, lui permet de réduire considérablement sa facture énergétique.

«Notre avantage, c'est qu'on peut faire profiter nos clients de ces économies», dit Octave Kalba.

— Hélène Baril

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

LUNDI 28 MAI

Marchés fermés aux États-Unis (Memorial Day)

MARDI 29 MAI

Confiance des consommateurs (É.-U.) mai: **70,0** avril: **69,2**Banque Scotia BPA 2T: **1,15\$**

MERCREDI 30 MAI

Daktronics BPA 4T: **3cUS**EnerSys BPA 4T: **92c**Lion Gate Entertainment BPA 4T: **22cUS**

JEUDI 31 MAI

Indice PMI de Chicago (É.-U.) mai: **57,5** avril: **56,2**Banque CIBC BPA 2T: **1,88\$**Banque Nationale BPA 2T: **1,86\$**VENDREDI 1^{ER} JUINIndice ISM manufacturier (É.-U.) mai: **54,0** avril: **54,8**Graham BPA 4T: **6cUS**Thermon BPA 4T: **19cUS**

LUNDI 4 JUIN

Nouvelles commandes industrielles (É.-U.) avril: **0,3%** mai: **-1,5%**Dollar General BPA 1T: **60cUS**Sport Chalet BPA 4T: **-1cUS**

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

					7		
	6			8			
				1		5	9
					9		4
2	5		4	7			6
		3	6				
8		5	9				
				1	4		
4	2					7	

Niveau de difficulté : TRÈS DIFFICILE

2297

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

8	3	6	2	1	9	4	7	5
9	2	4	7	5	3	8	1	6
7	5	1	4	8	6	9	3	2
5	4	2	9	7	8	3	6	1
3	6	9	1	4	5	7	2	8
1	7	8	6	3	2	5	9	4
6	1	5	8	9	7	2	4	3
4	8	7	3	2	1	6	5	9
2	9	3	5	6	4	1	8	7

Par Fabien Savary 2296

Ecclestone renouvellerait l'entente à prix d'ami

ECCLESTONE

suite de la page 1

Ecclestone accepterait que lesdits travaux s'échelonnent sur quelques années, afin de ne pas mettre trop de pression financière sur les partenaires-bailleurs de fonds du Grand Prix.

Précisons ici que ces travaux de 20 millions ont déjà reçu la bénédiction de principe du ministre des Finances Raymond Bachand.

«La mise à niveau des infrastructures (du circuit Gilles-Villeneuve), ça pourrait être une bonne chose d'y investir si ça nous assure le Grand Prix à Montréal pour 10 ans supplémentaires», laisse entendre son bureau.

Bien entendu, on s'attend à ce que le fédéral collabore financièrement s'il veut que le Grand Prix maintienne son identité au... Canada.

Les travaux de restauration des installations du Grand Prix pourraient être défrayés en vertu des programmes d'aide financière existants et justement prévus à des fins de construction ou de rénovation d'infrastructures. Il ne faut pas oublier que le circuit Gilles-Villeneuve fait partie intégrante du parc Jean-Drapeau, propriété de la Ville de Montréal.

Moins de 15 millions

Par ailleurs, il est important de souligner que dans les faits, l'actuelle subvention annuelle est nettement inférieure aux 15 millions. En effet, les quatre bailleurs de fonds se partagent à la fin de chaque Grand Prix une ristourne de 30% sur la vente des billets. Le partage se fait au prorata de la mise de chacun. Pour le Grand Prix de 2010, Ecclestone leur a versé

une ristourne de 4,7 millions. En ce qui concerne le Grand Prix de 2011, la ristourne sur la billetterie s'avérait légèrement inférieure, soit 4 millions de dollars.

Revenons aux nouvelles exigences d'Ecclestone pour renouveler l'entente sur 10 ans.

Selon certains calculs, le Grand Prix du Canada rapporte bon an mal an des retombées économiques évaluées à 90 millions de dollars. Il est reconnu comme étant l'événement touristique annuel le plus important et le plus lucratif à se tenir au Canada. C'est le seul événement touristique qui réussit à remplir les hôtels du Grand Montréal.

En termes de recettes fiscales (impôts, taxes de vente, etc.), le Grand Prix rapporte des revenus annuels de 10,2 millions pour le gouvernement du Québec et de 7,8

millions pour Ottawa. On parle donc de 18 millions de dollars de recettes fiscales, soit deux fois plus que le montant des subventions (9 millions) que versent les deux ordres de gouvernement. Quand on tient compte de la ristourne de billetterie que reçoivent les deux gouvernements (autour de 2,5 millions), on constate que le Grand Prix demeure un événement certes subventionné, mais fort rentable pour les gouvernements.

La crise étudiante

Si l'entente avec Ecclestone se renouvelle bel et bien avec une raisonnable augmentation de la subvention annuelle de 15 millions, il ne fait pas de doute que l'événement restera fiscalement payant pour nos gouvernements.

Et fort rentable pour l'industrie touristique montréalaise... sauf peut-être cette année.

En effet, si la crise étudiante n'est pas résolue d'ici la tenue prochaine du Grand Prix de F1 (du 8 au 10 juin), il y a fort à parier qu'il y aura bien des embûches à franchir pour atteindre les gradins du circuit Gilles-Villeneuve.

Quoi de plus «efficace» que la diffusion aux quatre coins du monde d'un Grand Prix de F1 pour dénoncer un gouvernement qui se bat sur la place publique avec une partie de sa jeunesse.

Message au premier ministre Jean Charest: le carré rouge fera vite le tour de la planète quand les Ferrari de la F1 débarqueront en ville!

S'il veut éviter cela, qu'il négocie à la vitesse grand V avec les leaders étudiants. Il est temps de STOPPER les immenses dommages éco-sociotouristiques occasionnés par la fameuse crise étudiante.

La crise étudiante profite à Garda

LA PRESSE CANADIENNE

Garda World Security dit qu'il profite des manifestations étudiantes dans les rues de Montréal étant donné que des clients demandent plus d'aide pour voir à la sécurité de leurs événements estivaux.

«Naturellement, là où il y a de l'agitation, que ce soit l'élection en Égypte, des troubles ici au Québec ou un conflit de travail ailleurs, malheureusement c'est ordinairement bon pour nos affaires», a avoué hier Stéphane Crétier, patron de l'entreprise.

«C'est positif», a-t-il dit au cours d'une entrevue, ajoutant que la saison estivale est toujours occupée, l'entreprise fournissant des services de sécurité pour des événements spéciaux tels que le Grand Prix de Formule 1 ou le Festival de jazz international, qui auront lieu le mois prochain.

«La saison estivale est toujours une saison très occupée pour nous, et en plus il y a des troubles en ce moment, alors, naturellement, certains clients privés demandent plus de sécurité», a-t-il ajouté.

La firme de sécurité a annoncé que son bénéfice net au cours des trois mois terminés le 30 avril dernier avait atteint 6,3 millions, un bond de 39% par rapport aux 4,5 millions engrangés au cours

de la période correspondante un an plus tôt. Il s'agit des meilleurs résultats de l'histoire de l'entreprise pour son premier trimestre. Les profits représentent 20 cents par action pour le trimestre, en hausse par rapport à 14 cents par action un an plus tôt.

Les revenus ont totalisé 320,5 millions, contre 286 millions un an plus tôt.

Proche-Orient et Afrique

L'entreprise montréalaise voit les besoins en sécurité augmenter au Canada tandis que ses affaires sont nettement en hausse au Proche-Orient et en Afrique du Nord en raison de l'exploitation accrue du pétrole et du gaz naturel en Irak et du développement des secteurs diplomatiques en Afghanistan.

Ainsi, les revenus tirés des marchés émergents ont bondi de 85% à 36 millions au cours du premier trimestre, a précisé Garda.

La société a indiqué qu'elle est sur la bonne voie pour atteindre son objectif de doubler ses affaires de sécurité à l'international, espérant les augmenter à 200 millions de dollars de revenus annuels d'ici la fin de 2012.

Les activités ont été plus nombreuses en Libye au cours des derniers mois et l'entreprise a obtenu un contrat pour protéger l'ambassade de Grande-Bretagne à Tripoli.

Pfizer dans l'arrondissement de Saint-Laurent

Quarante postes abolis

PHILIPPE MERCURE

La pharmaceutique Pfizer sabre 40 postes à son usine de fabrication de médicaments de l'arrondissement de Saint-Laurent, qui compte actuellement 900 employés.

L'entreprise a expliqué l'abolition de postes par sa volonté «d'optimiser ses façons de faire et de demeurer concurrentielle à l'échelle mondiale». La rationalisation a été demandée par le siège social de la multinationale, à New York.

En éliminant des postes vacants, l'entreprise espère limiter les impacts à une

trentaine de travailleurs. Pfizer refuse toutefois de préciser quels types d'emplois seront touchés.

«Nous sommes confiants que cette décision contribuera à faire en sorte que l'usine de Pfizer à Montréal demeure un établissement à valeur ajoutée au sein du réseau d'usines mondial», a dit Julie-Catherine Racine, porte-parole de Pfizer.

La nouvelle a été annoncée aux employés jeudi et ébruitée par le journal *Les Affaires* hier. Les emplois seront abolis «dans quelques semaines», a précisé M^{me} Racine.

L'usine de l'arrondissement de Saint-Laurent, dont Pfizer a hérité de Wyeth lors de la fusion des deux géants en 2009, fabrique des produits pharmaceutiques destinés au grand public. Pfizer a refusé de dire si une baisse de production explique la réduction de personnel. En février 2011, 150 postes y avaient aussi été abolis.

Plus de 2000 pertes d'emploi ont été enregistrées dans le secteur des sciences de la vie depuis 2006 au Québec, dont plusieurs centaines cette année, notamment chez Johnson & Johnson, Sanofi et AstraZeneca.

RBC Dominion valeurs mobilières Inc.

Le gestionnaire de portefeuille Bruce Kent remporte le Prix Tony Fell RBC

RBC Dominion valeurs mobilières félicite Bruce Kent, du bureau de la Place Ville-Marie à Montréal, qui reçoit pour la huitième année consécutive le Prix Tony Fell, en reconnaissance de ses résultats remarquables. Bruce gère des portefeuilles de familles et de particuliers fortunés depuis plus de 28 ans.



Bruce Kent (à droite) est honoré par Gord Nixon, Président et chef de la direction, RBC Banque Royale.

«Bruce utilise une approche très disciplinée et il livre d'excellentes performances à long terme. Il s'appuie sur de bons principes et y demeure fidèle.»

— Dennis Wood, homme d'affaires et client de longue date du Groupe Bruce Kent.

«Bruce a une feuille de route exemplaire pour ce qui est d'aider ses clients à faire croître leur patrimoine. Ce qui le distingue comme gestionnaire, c'est son engagement envers l'excellence dans tous les aspects de son travail : ses recherches approfondies, l'attention qu'il porte à chaque client et à chaque portefeuille qu'on lui confie et l'équipe extraordinaire qu'il a formée pour servir ses clients.»

— David Agnew, chef de la direction de RBC Dominion valeurs mobilières Inc.

Gestion de patrimoine professionnelle depuis 1901

RBC Gestion de patrimoine
Dominion valeurs mobilières

RBC Dominion valeurs mobilières Inc.* et la Banque Royale du Canada sont des entités juridiques distinctes et affiliées. * Membre-Fonds canadien de protection des épargnants. RBC Dominion valeurs mobilières Inc. est une société membre de RBC Gestion de patrimoine, unité d'exploitation de la Banque Royale du Canada. © Marques déposées de la Banque Royale du Canada, utilisées sous licence. © Banque Royale du Canada, 2012. Tous droits réservés.

AFFAIRES

700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

DISTRIBUTEUR D'ALIMENTS
Producteur local cherche un ou plusieurs distributeurs pour placer notre production de 10 000 kg / mois de champignons. Pleurotes (Oyster) et Shiitake. Prix compétitif. SVP contacter guymulet@gmail.com

TERRE À BOIS à Tingwick, 50 acres plantation, 30 acres bois-franc. Chemin en gravier. 260 000 \$. (819) 846-2191 (819) 752-1303.

714 FRANCHISES

Québec Franchise
SOYEZ À VOTRE COMPTE
Internet
www.Quebec-Franchise.qc.ca

714 FRANCHISES

QUALINET CONSTRUCTION
Vous êtes entrepreneur en construction et vous désirez porter nos couleurs? Avec notre franchise en reconstruction après sinistre. **Elen Pearson. 1-888-715-9911 qualinet.ca**

715 FINANCEMENT

1^{ERE} / 2^E HYPOTHÈQUE ET CONSTRUCTION
Commercial • Industriel • Résidentiel
DENCOL, 514-342-1356 (agent protégé)

450-688-5558 #256 - Sécur Finance.
Prêts hyp.: rés., locatifs, comm., construction.
www.securfinance.com

COMMERCIAL - construction - locatifs
1 800 777-0604 # 0 SNCO FINANCES

Les actionnaires à leurs casseroles



**SOPHIE
COUSINEAU**
CHRONIQUE

Il n'y a pas que les Montréalais qui ont sorti leurs casseroles et leurs cuillères de bois pour faire retentir leur mécontentement. Les actionnaires de plusieurs entreprises établies du Canada inc. ont trouvé une façon silencieuse de faire grand bruit. En votant contre.

Peu avant son assemblée annuelle jeudi, Astral Média a préféré retirer à Ian Greenberg l'extraordinaire prime de rétention de 25 millions que le conseil d'administration lui avait versée, plutôt que de la soumettre à un vote des actionnaires qu'elle savait perdu d'avance. Cette prime, rappelons-le, devait s'ajouter à l'indemnité de départ de 5,9 millions qui sera versée au président et chef de la direction d'Astral.

Depuis le début mai, c'est la troisième fois qu'une entreprise décide de faire marche arrière à la dernière minute. Si leurs projets et circonstances diffèrent, ces sociétés avaient une chose en commun: la crainte de se faire humilier en public avec le rejet d'une proposition soumise à l'approbation des actionnaires.

La semaine dernière, le Canadien Pacifique a rendu les armes au terme d'une longue bataille de procurations contre Bill Ackman, un investisseur américain belliqueux. Devant l'imminence de leur défaite, six

administrateurs du CP ont retiré leur candidature, dont le président du conseil, John Cleghorn, cet ancien dirigeant de la Banque Royale du Canada qui a longtemps paru inamovible. Ils ont laissé leur siège aux candidats dissidents proposés par le fonds Pershing Square Capital Management.

De plus en plus d'investisseurs institutionnels d'ici font entendre leur voix, que l'on songe à la firme montréalaise Jarislowsky Fraser, au Régime de retraite des enseignants de l'Ontario (Teachers') ou à la Caisse de dépôt et placement du Québec, jadis si discrète.

Tout récemment encore, le groupe de télécommunications Telus a retiré à quelques heures de son assemblée annuelle son projet qui visait à refondre son capital en se débarrassant de ses actions sans droit de vote. Mason Capital Management s'opposait à cet échange d'actions à raison de une contre une qui aurait dépouillé les détenteurs d'actions avec droit de vote de leur prime historique.

De tels affrontements auraient été impensables il y a peu de temps encore, alors que les désaccords entre les sociétés et leurs grands actionnaires se réglait derrière des portes closes, sauf en de rares exceptions. C'était la manière

canadienne de faire les choses. Une discrétion qui se démarquait des rivalités américaines qui se jouaient en public.

Qu'est-ce qui a changé? L'on pourrait croire que ce sont les fonds spéculatifs américains qui se plaisent à brasser les conseils d'administration canadiens. L'on pourrait croire que les services consultatifs qui guident les votes des investisseurs institutionnels comme ISS et Glass Lewis & Co exercent une influence plus grande en s'intéressant davantage aux entreprises canadiennes.

Mais le fait est que de plus en plus d'investisseurs

les hauts dirigeants, en dépit de résultats insatisfaisants ou d'égarements éthiques. Après des années de performances boursières inégales, les relations copains-copains entre le conseil et la haute direction sont aussi mal vues que les convives qui mettent leurs pieds sur la table.

Évidemment, pour s'opposer à la décision d'une entreprise, les actionnaires doivent avoir l'occasion de se prononcer. Ce qui n'arrive pas souvent.

Le conseil d'Astral a eu la décence de soumettre la controversée prime de rétention d'Ian Greenberg à un vote des actionnaires. Ce

Royaume-Uni et à l'Australie, les autorités boursières du pays ne forcent pas les entreprises canadiennes à tenir un vote consultatif sur cette question.

Après avoir jonglé avec l'idée d'imposer ce que les anglophones appellent le «say on pay», les commissions des valeurs mobilières du pays ont malheureusement préféré laisser le choix aux entreprises. Avec les résultats que l'on connaît. Seule une minorité d'entreprises permettent à leurs actionnaires de s'exprimer sur la rémunération de la haute direction, dans des conditions très circonscrites.

Le vote consultatif ne règle pas tous les excès. Par exemple, David Simon chef de la direction de Simon Property, un exploitant de petits centres commerciaux aux États-Unis, a vu sa rémunération enfler à 137 millions US l'an dernier! De cette somme, rapporte Associated Press, 132 millions représentent des options d'achat d'actions.

Les actionnaires de Simon Property viennent de rejeter à 73 % cette rémunération stratosphérique. Malgré tout, l'entreprise a jugé essentiel de lui verser cette somme pour s'assurer que David Simon, qui préside depuis 17 ans l'entreprise cofondée par son père et son oncle, ne fasse défection!

La peur du ridicule n'est pas infaillible. Mais disons que la crainte de perdre la face en assemblée générale, avec le rejet de sa proposition, est une incitation drôlement puissante pour faire les choses correctement.



Pour joindre notre chroniqueuse: sophie.cousineau@lapresse.ca

N'est-il pas temps de rendre votre boîte aux lettres numérique?

Simple et sécurisé, le service **postel** de Postes Canada constitue le moyen pratique de faire le suivi de l'ensemble de vos factures, relevés et documents essentiels. Mieux encore, **il est gratuit!** Recevez les factures et relevés de la plupart de vos frais habituels, tels ceux liés au câble, au téléphone, aux services publics, aux cartes de crédit et aux impôts fonciers. Consultez votre courrier numérique en ouvrant une seule session. De plus, vos documents seront conservés, en toute confidentialité et en toute sécurité, durant une période maximale de sept ans. **Inscrivez-vous dès aujourd'hui à postel.ca** ou auprès de votre institution financière.

Vous pourriez gagner 1 000 \$ en inscrivant vos factures à postel.ca.

Inscrivez deux factures au service postel et vous courrez la chance de gagner un prix de 1 000 \$ dans le cadre de nos tirages mensuels. Chaque facture additionnelle que vous inscrivez vous donne droit à une participation de plus.*



Un seul endroit. Un seul site Web. Un seul mot de passe.
Inscrivez-vous dès aujourd'hui. postel.ca

Gérez les factures d'expéditeurs comme ceux-ci et bien d'autres encore.



* Aucun achat nécessaire. Le concours débute à 00 h 00:00 HAE le 1^{er} mai 2012 et prendra fin à 23 h 59:59 HNE le 31 janvier 2013. Le concours est offert aux résidents du Canada ayant atteint l'âge de majorité établi dans leur province ou territoire de résidence, qui sont des utilisateurs actifs du service postel et qui ont inscrit au moins deux factures à postel au cours des 60 jours précédents. Au total, il y aura 9 prix à gagner d'une valeur de 1 000 \$ CA chacun. Il y aura un tirage par mois durant la période du concours. Les chances de gagner dépendront du nombre de participations reçues. Chaque participant sélectionné devra répondre correctement à une question réglementaire d'arithmétique et signer une déclaration de renonciation. Les règlements complets du concours sont disponibles à postel.ca/concours. TM Marque de commerce de la Société canadienne des postes. Toutes les autres marques de commerce appartiennent à leurs propriétaires respectifs.

PLUS-VALUE

POUR MIEUX GÉRER VOS PLACEMENTS

PHOTO REUTERS



« Le plus important, c'est que l'Europe reconnaisse que ce projet de l'euro signifie plus qu'une monnaie, et qu'il doit y avoir une coordination plus efficace de la politique monétaire et fiscale, d'un côté, et de la croissance en général. »

— Barack Obama, président des États-Unis



Des fonds de revenus pour contrer



MARTIN VALLIÈRES

Difficile d'obtenir du rendement réel en Bourse ces temps-ci, après la mini-correction des dernières semaines.

Et que dire des perspectives à moyen terme alors que les nuages financiers et

économiques s'accroissent à nouveau un peu partout, particulièrement en Europe et en Amérique du Nord.

N'empêche, pour les particuliers-investisseurs, il y a plus que jamais des moyens peu coûteux d'obtenir du rendement réel et bien diversifié en Bourse, sans attendre un éventuel regain des cours.

Il s'agit des fonds négociés en Bourse (FNB) dont le portefeuille est concentré dans des titres à revenus élevés :

actions à dividende, actions privilégiées, parts de fiducies immobilières, obligations à taux d'intérêt élevé provenant d'entreprises ou de certaines instances publiques.

« La recherche de revenu est un thème important en période de flottement boursier. En particulier les actions à dividendes bien établis, qui sont très favorisées comme placements un peu défensifs face à l'incertitude boursière », résume Sylvain Roy, directeur

de placements en actions chez Fiera Capital, une firme montréalaise dont l'actif géré passera bientôt de 28 à 50 milliards avec l'achat de la filiale Natcan de la Banque Nationale.

Pour les particuliers-investisseurs, cependant, il demeure difficile de bien s'y retrouver dans la grande variété de titres à revenus disponibles sur le marché, sans compter le risque accru qui pèse sur un titre particulier

en raison de la diversification limitée de la plupart des portefeuilles individuels.

Dans ce contexte, l'essor des FNB dont l'actif est constitué de titres producteurs de revenus (dividende, coupons d'intérêt) s'avère de plus en plus attrayant pour les particuliers-investisseurs.

Des exemples? Avec la collaboration d'analystes de la Financière Banque Nationale, *La Presse Affaires* a recensé les FNB

FONDS DE TITRES À REVENUS

Fonds négocié en Bourse (plus de 100 millions de dollars)	symbole boursier	indice de référence	rendement au comptant	rendement total 2012 (1)	capitalisation boursière (\$)	prix récent par part	frais de gestion
fnb BMO obligations corpo. US haut-rendement (couvert \$CAN)	ZHY	indice Barclays Capital US HighYield Very Liquid	7,7%	+2,4%	230 millions	15,10 \$	0,6%
fnb iShares obligations corpo. US haut-rendement (couvert \$CAN)	CHB	indice Barclays Capital US HighYield Very Liquid	7,3%	+2,4%	350 millions	20 \$	0,5%
fnb iShares revenus variés mensuels canadiens	XTR	divers fnb iShares d'actions et d'obligations	5,8%	+2,7%	455 millions	12,15 \$	0,5%
fnb iShares obligations corpo. US haut-rendement (couvert \$CAN)	XHY	indice Markit iBoxx US Liquid HighYield	5,7%	+0,9%	495 millions	20 \$	0,6%
fnb iShares revenu élevé court terme	CSD	obligations corpo. internationales	5,1%	+2,8%	177 millions	19,75 \$	0,6%
fnb iShares hybride obligations corpo. canadiennes	XHB	indice DEX HYBrid CAN Bond	5%	+3%	216 millions	20,90 \$	0,5%
fnb iShares S & P/TSX actions privilégiées US/CAN	XPF	indice S & P/TSX actions privilégiées US/CAN	4,7%	+5%	107 millions	19,70 \$	0,4%
fnb iShares S & P/TSX actions privilégiées canadiennes	CPD	indice S & P/TSX actions privilégiées CAN	4,8%	+1%	1 milliard	17,20 \$	0,5%
fnb BMO obligations corpo. moyen terme	ZCM	indice DEX obligations corpo. moyen-terme CAN	4,6%	+2,7%	174 millions	15,90 \$	0,3%
fnb iShares obligations corpo. CAN échéance 1-5 ans	CBO	indice DEX obligations corpo. Canada 1-5 ans	4,5%	+0,7%	1,1 milliard	20,30 \$	0,3%
fnd iShares obligations gouv. CAN échéance 1-5 an	CLF	indice DEX obligations gouv. Canada 1-5 ans	4%	+0,6%	943 millions	20,05 \$	0,17%

1 : Le rendement total depuis le début de 2012 comprend la variation de valeur en Bourse et les distributions au comptant

Sources : Financière Banque Nationale, Bloomberg, Bourse de Toronto, Morningstar

FONDS D' ACTIONS ET DE FIDUCIES

fonds négocié en bourse (plus de 100 millions \$)	symbole boursier	indice de référence	rendement au comptant	rendement total 2012 (1)	capitalisation boursière (\$)	prix récent par part	frais de gestion
fnb BMO des services publics canadiens	ZUT	indice Dow Jones Canada des services publics	5,5%	+2,6%	180 millions	16 \$	0,6%
fnb BMO des fiducies immobilières	ZRE	indice Dow Jones Canada des fiducies immob.	4,9%	+10%	227 millions	19,90 \$	0,6%
fnb iShares des fiducies immobilières	XRE	indice S & P/TSX des fiducies immobilières	4,4%	+8%	1,4 milliard	16,45 \$	0,6%
fnb iShares de dividende Dow Jones Canada	XDV	indice Dow Jones Canada Select Dividend	4,2%	-0,3%	934 millions	20 \$	0,5%
fnb iShares de dividende mondial	CYH	indice Zacks Global Multi-Asset Income	3,9%	-1,4%	115 millions	14 \$	0,8%
fnb BMO équilibré banques canadiennes	ZEB	indice S & P/TSX des banques canadiennes	3,7%	+1%	421 millions	16,55 \$	0,6%
fnb iShares des services financiers canadiens	XFN	indice S & P/TSX des services financiers	3,6%	+3%	768 millions	21,45 \$	0,6%
fnb BMO actions mondiales (couvert \$CAN)	ZDM	indice Dow Jones pays développés hors Amérique	3,6%	+0,1%	101 millions	12,55 \$	0,5%
fnb iShares de dividendes canadiens	CDZ	indice S & P/TSX Aristocrates dividendes	3,3%	+3%	626 millions	21,60 \$	0,6%
fnb iShares actions mondiales fondamentales	CIE	indice FTSE RAFI pays développés hors USA	2,7%	-4,7%	103 millions	11 \$	0,5%

1 : Le rendement total depuis le début de 2012 comprend la variation de valeur en Bourse et les distributions au comptant

Sources : Financière Banque Nationale, Bloomberg, Bourse de Toronto, Morningstar

UN GRAPHIQUE VAUT 1000 MOTS

Le fiasco Facebook

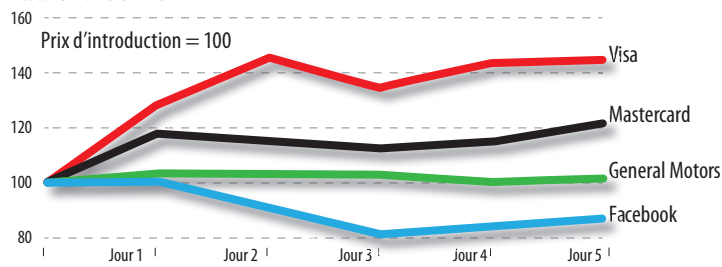
L'entrée en Bourse du site de partage internet Facebook est un fiasco. Le pire en 10 ans, en fait, selon une compilation effectuée par Bloomberg. Des 10 plus importantes opérations d'émissions d'actions effectuées aux États-Unis au cours des 10 dernières années, aucune

n'a entraîné des pertes aussi grandes dans une période de seulement cinq jours. Le titre de Facebook reculait de 13% jeudi en fin de journée, après une introduction au prix de 38\$ le 17 mai. Au contraire, l'action de VISA a obtenu le meilleur rendement après cinq jours

en Bourse, soit 45%. Facebook et son preneur ferme, la banque Morgan Stanley, sont critiqués pour avoir fortement augmenté le prix demandé et le nombre d'actions à émettre dans la semaine précédant l'opération. Source: Bloomberg

RENDEMENT DES PLUS GRANDES ÉMISSIONS BOURSIÈRES

États-Unis 2002-2012



la morosité!

cotés à la Bourse de Toronto qui affichent le plus haut taux de rendement au comptant ces temps-ci.

Ce rendement reflète la valeur totale annuelle des distributions en comptant, versées mensuellement, en fonction du prix courant des parts de chaque FNB coté en Bourse.

Les résultats de cette recension sont inscrits dans les deux tableaux reproduits ci-dessous et regroupés selon le type d'actif.

Des constats intéressants se dégagent. Entre autres, des rendements au comptant de l'ordre de 4 à 5% sont accessibles parmi les FNB d'actions à dividende et de parts de fiducies immobilières.

Du côté des FNB de titres obligataires, certains offrent ces temps-ci des rendements au comptant de plus de 5% sur une base annualisée. Et même au-delà de 7% dans le cas de FNB d'obligations à taux élevé émises par des entreprises américaines.

Quant au risque de volatilité de ces FNB par rapport au marché? Tout indique depuis quelques trimestres que ce risque serait en fait moindre que pour les principaux indices de marché.

À la Financière Banque Nationale, par exemple, le portefeuille-type de FNB canadiens de titres à revenus de dividendes ou d'intérêt affiche un rendement total (valeur + distribution) de 1,7% depuis le début de l'année.

Minime à première vue, un tel rendement total est tout de même à l'inverse du rendement négatif de 2,6% attribué à l'indice de marché S&P/TSX, après l'inclusion du dividende.

Pris séparément, certains FNB canadiens de titres à revenu affichent un rendement total de l'ordre de 3%, de 5% et même jusqu'à 10% depuis le début de l'année, selon leur spécialisation.

Pour l'analyste Pat Chiefalo, spécialiste des FNB à la Financière Banque Nationale, ces chiffres démontrent l'attrait des FNB à revenus pour les particuliers-investisseurs à la recherche de rendement

encaissable à court terme, tout en réduisant la volatilité de leur portefeuille.

«L'offre de FNB à revenus sur la Bourse canadienne s'est améliorée considérablement afin de répondre à la forte demande parmi les investisseurs. Ces FNB à revenus sont même devenus une façon peu onéreuse pour les petits investisseurs d'effectuer des placements mieux diversifiés et qui peuvent servir un peu de tampon face à la volatilité boursière», explique M. Chiefalo.

«Notre portefeuille-type de FNB à revenus affiche pour la deuxième année consécutive un rendement total meilleur que le marché. L'an dernier, alors que toute la Bourse était négative lors du premier épisode de la crise de la dette en Europe, notre portefeuille-type s'est maintenu en rendement neutre grâce à ses revenus de dividendes et d'intérêt.»

Un bémol fiscal, toutefois: les particuliers qui investissent dans des FNB à revenus doivent aussi bien en prévoir l'impact sur leur impôt à court terme.

Sous notre régime fiscal, les revenus mensuels provenant de la plupart des FNB d'actions à dividendes ou d'actions privilégiées bénéficient du traitement avantageux réservé aux dividendes d'entreprises canadiennes.

En contrepartie, les revenus mensuels provenant de la plupart des FNB de titres obligataires à coupons élevés sont pleinement imposés, comme le sont les revenus directs d'intérêt de sources canadiennes.

C'est pourquoi les analystes suggèrent aux particuliers-investisseurs d'effectuer leurs placements en FNB à revenus d'intérêt par l'entremise de comptes à l'abri de l'impôt, comme le REER et le CELI.

Les placements en parts de FNB à revenus de dividendes, eux, ont avantage à être effectués par l'entremise de comptes pleinement soumis à l'impôt.

«Notre portefeuille-type de FNB à revenus affiche pour la deuxième année consécutive un rendement total meilleur que le marché.» — Pat Chiefalo,

Financière Banque Nationale

SUR LE RADAR

Chaque samedi, un financier différent répond à nos questions. Il donne sa lecture des marchés, offre son point de vue sur la Bourse et lance quelques conseils d'investissement. Cette semaine, Benoît Durocher, d'Addenda Capital.

La répression financière

STÉPHANIE GRAMMOND

Q: À votre avis, quel est l'événement le plus significatif des derniers jours à la Bourse?

C'est l'entrée en Bourse de Facebook qui nous a amené des relents de l'engouement généralisé qu'on a connu au début du millénaire. À l'époque, on évaluait les entreprises qui ne faisaient pas de profits en utilisant plutôt leurs revenus. Avec Facebook, on a eu recours à ce même multiple cours-vente. L'action a été lancée à 20-25 fois les ventes par action, beaucoup plus que Google dont le titre se négociait à un ratio cours-vente de 8 lors de son émission. J'en perds mon latin!

L'engouement pour Facebook est passé avant une évaluation plus objective du placement. Mais dans le marché actuel, il s'agit d'un cas isolé. Et le titre de Facebook est retombé après l'émission.

Q: Quel indicateur suivez-vous le plus attentivement en ce moment?

Je vais suivre les indicateurs de santé de l'économie, plus particulièrement du secteur de l'immobilier qui a causé les plus graves soucis aux États-Unis. Dernièrement, les données sont plutôt encourageantes. Je veux voir si cette stabilisation va se poursuivre, car cela aura un impact important sur la politique monétaire.

Avec l'opération «twist» qui se poursuit jusqu'en juin, la Réserve fédérale américaine (Fed) achète des obligations de long terme émises par le gouvernement américain, en vendant des obligations à court terme qu'elle possède. Cela a pour effet de réduire les taux d'intérêt à long terme et d'aider les ménages américains dont les hypothèques sont souvent à long terme (jusqu'à 30 ans).

Si l'immobilier se redresse, peut-être que l'opération «twist» ne sera plus nécessaire, et peut-être même que la Fed pourrait être disposée à relever son taux directeur plus vite qu'on le pense. La Fed a dit qu'elle était prête à maintenir son taux bas jusqu'à la fin de 2014... mais elle n'a pas dit qu'il resterait à zéro. Le langage des banquiers centraux est très subtil!

Q: Que feriez-vous avec 10 000 \$ à investir?

Même si la Bourse reste volatile, je pense que les titres à dividende sont un endroit de prédilection. Les marchés ne sont pas surévalués présentement. Les entreprises qui hésitent à réinvestir leurs liquidités ont tendance à distribuer davantage de dividendes à leurs actionnaires. Et le dividende de l'indice de la Bourse canadienne offre un rendement de 2,6%, davantage que les obligations.

Q: Quel placement évitez-vous à tout prix?

Il faut être prudent avec les obligations. Il suffirait que les taux d'intérêt remontent de seulement 0,35% pour que les obligations canadiennes subissent une perte en capital (-2,4%) qui effacerait complètement tous leurs revenus d'intérêt. Ça ne prend pas grand-chose!

Présentement, les obligations canadiennes offrent un rendement à l'échéance de 2,4%, si on se fie à l'indice DEX (obligations fédérales, provinciales et de sociétés) dont l'échéance moyenne est de 9,6 ans. Les obligations du gouvernement du Canada versent encore moins: 1,6% pour une échéance moyenne de 7 ans. Avec un taux d'inflation de 2%, il s'agit d'un rendement réel négatif.

C'est une illustration très claire de ce qu'on appelle la répression financière, une forme de «taxe» souvent utilisée pour éponger les excès de dettes après une guerre ou une crise financière. En gardant les taux artificiellement bas, on permet d'alléger le fardeau de ceux qui sont endettés, au détriment de ceux qui détiennent de l'épargne et qui ne sont pas en mesure d'obtenir les rendements auxquels ils pourraient s'attendre.

Q: Qu'est-ce que les marchés sous-estiment le plus présentement?

L'incertitude géopolitique pèse beaucoup sur les entreprises qui hésitent à investir, sur les ménages qui restent plus prudents, et sur les investisseurs qui craignent les actions et se réfugient dans les obligations. C'est dommage parce que toute cette incertitude nous obnubile et nous empêche de voir les progrès de l'économie en Amérique du Nord.



Benoît Durocher est vice-président à la direction et chef stratège économique d'Addenda Capital, une firme montréalaise qui a fait sa marque dans la gestion d'obligations. En 2008, Addenda s'est mariée à une filiale du Groupe Co-operators. La firme gère aujourd'hui plus de 29 milliards de dollars en obligations et en actions.

LA PRESSE AFFAIRES

SOUS LA LOUPE

PROJET DE RETRAITE AU SOLEIL

Dur retour à la réalité

ISABELLE DUCAS
COLLABORATION SPÉCIALE
SOUS LA LOUPE

La dolce vita sous le soleil des tropiques : voilà ce qu'Eduardo avait en tête lorsqu'il a pris sa retraite en 2002, à 55 ans. L'ancien informaticien a alors liquidé ses biens et s'est envolé pour l'Amérique centrale avec l'intention de s'y installer. Mais son rêve de hamac et de piña colada a tourné court.

« J'aurais voulu devenir résident permanent là-bas, mais les autorités de l'immigration me demandaient d'avoir une source de revenus garantie à vie, » explique Eduardo, qui est divorcé et père d'une fille adulte. Or, avant de partir, il avait retiré les sommes accumulées dans le régime de retraite qu'il détenait avec son ancien employeur pour les placer dans un compte de retraite immobilisé (CRI). Ses revenus n'étaient donc pas garantis à vie.

L'achat d'un condo

Eduardo est revenu au Québec après un an et a acheté un condo pour s'y installer. Mais il a bien vite réalisé que ses épargnes étaient insuffisantes. « J'aurais eu assez d'argent pour subvenir à mes besoins dans un pays où le coût de la vie est plus faible, mais pas ici », dit-il. Il a donc trouvé un emploi à temps partiel, 10 mois par année.

Malgré le salaire qu'il reçoit, Eduardo est encore inquiet pour ses vieux jours. Il sait qu'il ne pourra conserver son condo, mais il tente aussi de trouver une stratégie lui permettant de recevoir le supplément de revenu garanti (SRG) offert par le gouvernement fédéral aux personnes âgées à faible revenu. Il veut s'assurer de prendre la meilleure décision possible. Il a déjà commis une erreur lourde de conséquences depuis le début de sa retraite, il ne voudrait pas en faire d'autres.

« Le cas d'Eduardo démontre à quel point il est important d'avoir un plan financier avant de faire des projets de retraite », souligne Sophie Labonne, planificatrice

financière pour la Banque Scotia, à qui nous avons soumis les questionnements de notre lecteur. « S'il avait obtenu les renseignements pertinents avant de prendre sa retraite et de partir pour le Costa Rica, il aurait pu maintenir son régime de retraite auprès de son employeur. »

Payer les pots cassés

Maintenant, il faut payer les pots cassés. M^{me} Labonne a donc examiné les intentions d'Eduardo. Le retraité voudrait si possible maintenir son revenu actuel d'environ 33 000\$ par année et cesser de travailler dans trois ans. Il songe à utiliser ses REER (25 000\$ cette année et 25 000\$ et 2013) pour diminuer son prêt hypothécaire. Puis, il compte

« Le cas d'Eduardo démontre à quel point il est important d'avoir un plan financier avant de faire des projets de retrait. »

— Sophie Labonne

vendre son condo en 2014 et utiliser 100 000\$ provenant de cette transaction pour acheter une rente prescrite auprès d'une compagnie d'assurance, qui lui fournirait un revenu annuel de 7254\$. Cette stratégie permettrait à Eduardo de recevoir le SRG pendant trois ans.

Une rente prescrite permet d'obtenir un revenu garanti, stable pour toute la durée du contrat, provenant du capital initial et des intérêts de placements. Seule la portion de revenu en intérêts est imposable et prise en compte dans le calcul de l'admissibilité au SRG. C'est pour cette raison que le retraité serait admissible à ce programme fédéral.

Mais tout bien calculé, il n'est pas certain que cela soit la meilleure stratégie pour lui, selon Sophie Labonne. Elle a calculé les revenus que pourrait recevoir le retraité dans les prochaines années, de la Régie

des rentes du Québec (RRQ), de la sécurité de la vieillesse, de sa rente prescrite et du SRG: 21 650\$ en 2015, 25 150\$ en 2016 et 2017, 33 300\$ en 2018 et 30 300\$ en 2019. Il toucherait 3500\$ du SRG en 2016 et 2017, et 3200\$ en 2018. « Dans le seul but d'obtenir le SRG pendant trois ans, Eduardo se retrouve avec de très faibles revenus pendant deux années, souligne la planificatrice financière. La rente prescrite n'est peut-être pas une bonne idée dans son cas, parce qu'elle est irréversible et irrévocable. S'il a besoin d'argent à cause d'une urgence, il n'aura pas accès à des retraits supplémentaires, ni à des changements dans les versements mensuels, car aucune modification n'est permise. » De plus, le retrait des REER pour réduire le montant de l'hypothèque s'accompagne d'une facture fiscale importante.

Autre plan de match

M^{me} Labonne note aussi que même si les programmes gouvernementaux semblent attrayants, leurs règles peuvent changer à tout moment. « Fonder ses décisions financières sur ces programmes peut être dangereux, dit-elle. Comme planificatrice financière, je prône plutôt l'autonomie. Il faut miser d'abord sur soi-même, par l'épargne et la détention d'actifs. »

La planificatrice financière suggère un autre plan de match à Eduardo: la vente de son condo en 2015, l'investissement du produit de la vente (95 000\$) dans des placements, desquels il retirerait 5700\$ par année, et la conversion des REER en FERR (fonds enregistré de revenu de retraite). Ses revenus s'élèveraient ainsi à 29 600\$ par année. « Il ne réussirait pas à maintenir son revenu de 33 000\$, ni à recevoir le SRG, mais ce scénario lui procurerait des revenus stables, tout en lui offrant la flexibilité nécessaire pour avoir accès à ses actifs en cas d'imprévu, dit Sophie Labonne. Après toutes les péripéties vécues par Eduardo depuis le début de sa retraite, un peu de stabilité serait certainement la bienvenue! »

LA QUESTION

Eduardo, 65 ans, a dû renoncer à son projet de retraite dans le Sud. Après son retour au Québec, sa situation financière est moins bonne que prévu. Il se demande s'il doit vendre son condo pour acheter une rente prescrite, qui lui permettrait d'être admissible au Supplément de revenu garanti offert par le gouvernement fédéral.

LES DONNÉES

Revenu :

RRQ: **7075\$**
Sécurité de la vieillesse: **6400\$**
Fonds de revenu viager (fonds provenant du CRI): **4865\$**
Emploi: **13 000\$**
Assurance-emploi: **1900\$**
Total: **33 240\$**

Actif :

Condo: **210 000\$**
REER: **50 000\$**
Fonds de revenu viager: **90 000\$**

Passif

Prêt hypothécaire: **119 000\$,** à 2,4% d'intérêts

« Il peut être hasardeux pour Eduardo de prendre des décisions financières en fonction de programmes gouvernementaux qui peuvent changer à tout moment. De plus, l'achat d'une rente prescrite l'empêcherait d'avoir accès à ses fonds en cas d'imprévu. »

— Sophie Labonne



PHOTO ALAIN ROBERGE,
LA PRESSE

ÉCRIVEZ-NOUS! Vous aimeriez qu'un planificateur financier examine votre situation? Investissement, immobilier, retraite, héritage, impôt, crédit, budget... Quelle que soit la nature de vos questions, écrivez-nous!
Les dossiers retenus seront analysés par un spécialiste, dans le cadre de la chronique « Sous la loupe ».

VOICI NOTRE ADRESSE

À vos affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
ou notre courriel: avosaffaires@lapresseaffaires.com

LES BONS COMPTES FONT LES BONS AMIS

Victoire des travailleurs autonomes contre le fisc



STÉPHANIE GRAMMOND

LA SITUATION

Les informaticiens qui travaillent à leur compte pour un seul client

LE HIC

Depuis sept ans, Revenu Québec est à leurs trousses, arguant qu'ils sont des employés déguisés en travailleurs autonomes

« Mais les critères que Revenu Québec utilise pour déterminer le statut de travailleur autonome ne tiennent pas compte des changements dans certains secteurs d'activité comme l'informatique. »

— Martine Hébert, FCEI

AU BOUT DU COMPTE

La semaine dernière, Revenu Québec a annoncé une modernisation de ses critères.

Après sept ans de lutte, les informaticiens indépendants ont réussi à faire bouger Revenu Québec. La semaine dernière, le fisc a annoncé qu'il modernisait les critères permettant de tracer la ligne, souvent bien mince, entre un salarié et un travailleur autonome.

L'histoire remonte à 2006. Dans l'affaire Carreau, un juge de la Cour fédérale avait décidé que la compagnie d'un informaticien qui travaillait à la pigo pour Hydro-Québec était plutôt une entreprise de prestation de services personnels. Or, ce type d'entreprise ne peut pas déduire de dépenses et son taux d'imposition est plus élevé.

Cette décision a fait trembler bien des travailleurs autonomes et des propriétaires de micro-entreprises. D'ailleurs, de nombreux informaticiens indépendants ont eu des ennuis avec Revenu Québec par la suite.

Au cœur du litige: les critères utilisés par le fisc pour tracer la ligne entre un travailleur autonome et un salarié, entre une compagnie et une entreprise de prestation de services personnels.

Le fisc se fonde sur plusieurs éléments. Le travailleur a-t-il

plusieurs clients? Travaille-t-il chez lui ou chez son client? Son travail est-il pleinement intégré aux activités de l'entreprise? Est-il libre de son horaire? Paie-t-il lui-même pour sa formation et ses outils de travail?

« Mais les critères que Revenu Québec utilise pour

seul client, où ils travaillent en permanence, selon un horaire fixe, en utilisant les serveurs et le matériel de l'entreprise.

Pour tenir compte de cette nouvelle réalité, Revenu Québec a donc révisé ses critères. Il faut dire que la Cour du Québec avait rendu deux jugements favorables

Au cœur du litige: les critères utilisés par le fisc pour tracer la ligne entre un travailleur autonome et un salarié, entre une compagnie et une entreprise de prestation de services personnels.

déterminer le statut de travailleur autonome datent d'il y a plusieurs années et ils ne tiennent pas compte des changements dans certains secteurs d'activité comme l'informatique», expose Martine Hébert, vice-présidente, Québec, de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante.

De nos jours, les grandes entreprises ont souvent recours à des sous-traitants pour des projets précis, au lieu d'embaucher des employés très spécialisés. Bien des informaticiens indépendants obtiennent des contrats à long terme pour un

aux informaticiens indépendants en 2011 (T.A.P. Consultant et Pragma services-conseils).

Ces décisions ont incité Revenu Québec à apporter des nuances dans ces critères. Par exemple, la planification du travail est normalement un indicateur du statut de travailleur autonome. Mais « lorsque le mandat confié au travailleur s'insère dans le cadre d'un grand projet, on peut comprendre que la planification du projet dans son ensemble ne repose pas entièrement sur lui », précise maintenant Revenu Québec.

Le travailleur pourra aussi œuvrer dans un contexte de travail plus rigide, sans compromettre son statut fiscal. « L'horaire de travail, les feuilles de temps à compléter et le lieu de travail ne sont pas des critères déterminants dans ce secteur d'activité compte tenu des exigences de sécurité des clients », indique le fisc.

En fait, l'horaire permet surtout aux informaticiens qui travaillent généralement en équipe de se regrouper au même moment. Et les feuilles de temps sont une méthode de contrôle des coûts pour le donneur d'ouvrage, admet Revenu Québec.

La propriété des outils n'est pas non plus un facteur déterminant en informatique. « En effet, les travaux se déroulent généralement avec l'équipement sécurisé du client », note Revenu Québec.

Enfin, la pluralité des clients, qui est normalement un critère très important pour établir le statut de travailleur autonome, sera appliquée de façon plus souple en informatique. « Dans cette industrie, il peut arriver que certains projets d'importance s'étendent sur une longue période », explique Revenu Québec. Au lieu de regarder le nombre de clients ou de mandats sur une période d'un an, le fisc analysera la situation sur trois ans.

Cette modernisation s'avère extrêmement nécessaire, estime M^{me} Hébert. « L'avenir nous dira si d'autres secteurs d'activité pourraient s'inspirer de ce qui a été fait en informatique », dit-elle.



PHOTO IVANO H. DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

Gilles Labbé, président et chef de la direction de Héroux-Devtek.

Développement des affaires

Optimisme chez Héroux-Devtek

MARIE TISON

La modernisation des deux plus petits avions d'affaires de Bombardier devrait avoir des conséquences positives pour Héroux-Devtek.

L'équipementier fabrique les trains d'atterrissage et certaines structures de l'aile du Learjet 40 XR et du Learjet 45 XR.

La récession de 2008-2009 a particulièrement frappé ces petits appareils de six et de huit passagers. Il y a une dizaine de jours, Bombardier a annoncé une série d'améliorations à ces appareils, des changements si importants que Bombardier a décidé de rebaptiser les avions Learjet 70 et Learjet 75. Héroux-Devtek s'attend à fabriquer les mêmes éléments pour les versions modernisées,

En ce qui concerne l'aéronautique, la croissance proviendra surtout du côté civil, à commencer par le secteur commercial. Héroux-Devtek produit plusieurs composants pour l'Airbus A320 et le Boeing 777, des appareils qui connaissent une augmentation de cadence.

«Airbus et Boeing livreront plus d'appareils en 2012 que l'année dernière, et leurs carnets de commandes représentent autour de sept années de production», a noté M. Labbé.

Chez Bombardier, l'appareil turbopropulsé Q400 a connu des années maigres, mais la commande que le transporteur WestJet est sur le point de passer devrait améliorer la situation. Héroux-Devtek fabrique des composants importants des ailes du Q400, les longerons.

Reprise de la croissance

M. Labbé a affirmé que le marché de l'aviation d'affaires était sur le point de reprendre le chemin de la croissance. Il s'est montré particulièrement confiant au sujet de nouveaux programmes qui impliquent Héroux-Devtek, comme le Learjet 85 de Bombardier, le Legacy 450 d'Embraer et un nouvel avion d'affaires de Dassault.

Il prévoit une modeste croissance dans ce marché en 2013, suivi par une plus forte progression à partir de 2014.

Le marché militaire sera plus difficile au cours des prochaines années en raison du resserrement des budgets militaires de plusieurs pays, mais M. Labbé a fait valoir que le portefeuille de produits de Héroux-Devtek dans ce secteur était bien diversifié. L'entreprise est notamment très présente dans le marché des pièces de rechange, qui devrait être moins touché par les compressions budgétaires.

Héroux-Devtek est aussi très impliquée dans le programme du chasseur F-35, le Joint Strike Fighter. L'entreprise fabrique notamment des composants de structures et des mécanismes de verrouillage.

«Cette année, nous devrions livrer à peu près le même nombre d'ensembles que l'année dernière», a déclaré M. Labbé. Nous nous attendons à une croissance limitée en 2014 et 2015, puis une croissance plus soutenue à partir de 2016.»

Le marché s'est toutefois montré tiède. Le titre de Héroux-Devtek a perdu 10 cents pour clôturer à 8,18 \$ à la Bourse de Toronto hier, une perte de 1,2 %.

«Nous pensons que cette modernisation entraînera une augmentation des commandes, ce qui constitue une bonne nouvelle pour nous.»

— Gilles Labbé, PDG de Héroux-Devtek

en vertu notamment d'un contrat pluriannuel conclu avec Bombardier.

«Nous pensons que cette modernisation entraînera une augmentation des commandes, ce qui constitue une bonne nouvelle pour nous», a déclaré le président et chef de la direction de Héroux-Devtek, Gilles Labbé, au cours d'une conférence téléphonique hier à l'occasion de la divulgation des résultats de l'exercice 2012.

Ces résultats ont d'ailleurs renforcé l'optimisme de l'entreprise. En dépit d'une économie toujours hésitante, les revenus ont augmenté de 6,4 % pour atteindre 380,3 millions de dollars, un record pour Héroux-Devtek. Le bénéfice net a bondi de 38,4 % pour atteindre 26,5 millions, soit 86 cents par action.

Avec un bénéfice par action de 29 cents pour le quatrième trimestre, Héroux-Devtek a facilement battu le bénéfice net de 27 cents que l'ensemble des analystes attendait.

«La dynamique dans la plupart de nos marchés stratégiques, tant dans le secteur de l'aérospatiale que dans celui des produits industriels, est de plus en plus favorable», a fait savoir M. Labbé.

PRISES DE CONTRÔLE ÉTRANGÈRES

Ottawa assouplira les règles

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le seuil minimal pour lancer un processus d'examen sur les acquisitions d'entreprises canadiennes par des intérêts étrangers passera de 330 millions à un milliard d'ici quatre ans, a annoncé hier le gouvernement fédéral.

Ottawa a aussi créé une procédure officielle de médiation, qui sera intégrée à la loi sur l'investissement Canada, afin d'offrir des recours optionnels pour la résolution de différends dans les cas où le ministre jugerait que l'acheteur

étranger n'a pas respecté ses engagements.

Selon le ministre de l'Industrie, Christian Paradis, les modifications apportées permettront de s'assurer que le processus d'examen en place contribue encore aux investissements et à la croissance économique.

Les détails de l'annonce avaient été promis par Ottawa il y a un mois, le gouvernement de Stephen Harper s'étant engagé à faire preuve d'une plus grande transparence lorsqu'il décide de bloquer des acquisitions parce qu'il les juge contraires aux intérêts nationaux.

GRÈVE AU CP

Les clients regardent ailleurs

HUGO FONTAINE

Pendant que la grève au Canadien Pacifique amène la société à mettre à pied des employés, le conflit force ses clients à trouver des solutions de remplacement du côté des transporteurs routiers ou du Canadien National (CN), constate le Port de Montréal.

Environ 55 % des conteneurs livrés sur les quais montréalais sont destinés à être transportés par le CP. Depuis le déclenchement de la grève, un transporteur maritime a choisi d'acheminer temporairement ses conteneurs via le CN au lieu du CP, a indiqué à *La Presse Affaires* la directrice des communications du Port de Montréal, Michèle Beaubien.

Transport par camion

Environ 30 % des conteneurs habituellement transportés par le CP empruntent ainsi le rail de son rival. Un autre 40 % des conteneurs a été acheminé par camion à la demande des importateurs qui ne souhaitaient pas patienter pour recevoir leurs marchandises.

Chez le transporteur routier Groupe SGT, le directeur des ventes Philippe Bourret

confirme une hausse des demandes pour transporter des marchandises dans l'ouest du pays, là où est majoritairement présent le CP.

Il reste néanmoins 30 % des conteneurs destinés au CP qui s'accumulent au Port de Montréal. En date d'hier, 531 conteneurs du CP étaient empilés au port. Heureux hasard, les conteneurs qui arriveront dans les six prochains jours sont tous destinés au CN, note Michèle Beaubien. Cela permettra d'éviter la congestion sur les quais, du moins à court terme.

340 mises à pied au Québec

Le CN n'a pas voulu divulguer si la grève au CP lui apportait de nouveaux contrats ou de nouveaux clients temporaires. Le porte-parole Louis-Antoine Paquin a indiqué que la priorité du CN, pendant la grève, «était le service offert aux clients existants». Car la grève au CP complique aussi la vie du CN. Le transporteur mont-réalais doit aider ses clients à trouver des solutions quand l'itinéraire des marchandises prévoit une interconnexion avec une ligne du CP.

Avec la grève de 4800 employés représentés par le syndicat Teamsters (sur un total de 15 500) et l'arrêt forcé des activités, le CP a mis à pied 2000 employés partout au pays. Le porte-parole du transporteur, Ed Greenberg, a averti que 1400 pourraient suivre si le conflit persiste la semaine prochaine.

Au Québec, c'est environ 340 employés représentés par les Travailleurs canadiens de l'automobile et les Métallos qui doivent rentrer à la maison temporairement. Le CP compte environ 1600 employés au Québec.

Les discussions se poursuivent entre le CP et les Teamsters. La principale pomme de discorde est la baisse des prestations de retraite demandée par l'employeur.

La ministre fédérale du Travail, Lisa Raitt, pourrait forcer le retour au travail avec une loi spéciale dès lundi, s'il n'y pas de règlement d'ici là.

Avec tous les trains de marchandises du CP au garage, les pertes pour l'économie canadienne s'élevaient à au moins 540 millions par semaine, soutient Ottawa.

LA PRESSE AFFAIRES MAGAZINE

Exclusivement dans *La Presse* lundi.

Ne manquez pas le magazine économique conçu par l'équipe du cahier *La Presse Affaires*.

À lire dans cette édition :

JEAN-FRANÇOIS COURVILLE
L'ascension au sommet de la finance

LOUIS CHENEVERT
L'homme fort de United Technologies

LA NORVÈGE
La pêche, une industrie rentable

L'ALLEMAGNE
Destination d'affaires populaire

Aussi, les chroniques *Auto*, *Mode*, *Techno* et *Finances personnelles*

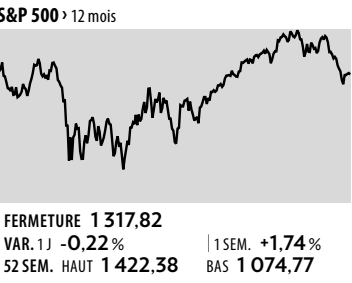
LA PRESSE AFFAIRES MAGAZINE,
un autre regard sur le monde des affaires.

LA
PRESSE

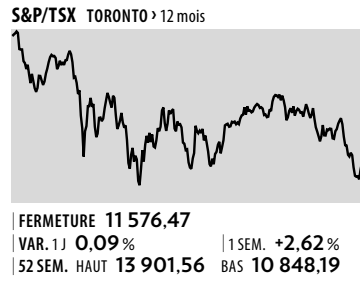
LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

ÉTATS-UNIS



CANADA



DANS LE MONDE

	FERMETURE	VAR. 1J (pts)	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	54 463,16	400,16	0,74
CAC 40 (France)	3 047,94	9,69	0,32
DAX (Allemagne)	6 339,94	24,05	0,38
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 284,35	5,92	0,26
FTSE 100 (Angleterre)	5 351,53	1,48	0,03
Hang Seng (Hong Kong)	18 713,41	47,01	0,25
Mexico Bolsa (Mexique)	37 486,25	-66,96	-0,18
NITSE MIB (Italie)	13 154,80	47,00	0,36
NIKKEI 225 (Japon)	8 580,39	17,01	0,20
S&P/ASX 200 (Australie)	4 029,25	-26,60	-0,66
Shanghai (Chine)	2 333,55	-17,42	-0,74
Swiss Market (Suisse)	5 865,19	12,75	0,22

PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
NEO MATERIAL (NEM)	14 349 196	10,15	-3,24
MIRABELA NICKEL (MNB)	9 118 087	0,34	3,03
GOLDGROUP MIN. (GGA)	8 448 878	0,38	-5,00
BANKERS PET. (BNK)	7 245 789	1,91	-2,05
STORNOWAY DIA. (SIWY)	6 039 738	0,81	-1,22
TALISMAN ENERGY (TLM)	5 338 182	10,79	4,15
EASTERN PLATI. (ELR)	4 855 116	0,27	10,42
OSISKO MINING (OSK)	3 868 121	7,12	2,30
BOMBARDIER (BBD.B)	3 822 628	3,80	1,60
TAHOE RES. (THO)	3 766 173	17,04	1,07
CLINE MINING (CMK)	3 078 032	0,87	8,75
BANQUE ROYALE (RY)	2 829 542	50,35	-2,00
NEW GOLD (NGD)	2 752 450	9,19	3,14
ELDRADO GOLD (ELD)	2 573 907	11,99	0,25
VITERRA (VT)	2 506 287	16,02	-0,06
MANULIFE FINAN. (MFC)	2 469 917	11,23	-1,23

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
DYNETEK IND. (DNK)	2 000	0,19	137,50
IMAGING DYN. (IDL)	400 120	0,01	100,00
GRANDVIEW GOLD (GVX)	139 000	0,04	40,00
RIO VERDE MIN. (RVD)	500 344	0,30	33,33
VELOCITY MINER. (VLC)	2 000	0,17	32,00

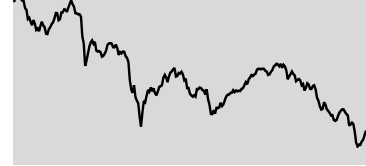
EN \$	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
CONSTELLATION SO. (CSU)	4 739	89,25	2,00
SXC HEALTH SOL. (SXC)	122 951	94,20	1,74
TECK RES./A (TCK.A)	1 494	34,00	1,40
COGECO CABLE (CCA)	19 143	45,88	1,38
PARAMOUNT/A (POU)	139 376	28,26	1,28

TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
CANICKEL MIN. (CML)	10 000	0,02	-20,00
STOCKPORT EXPL. (SPT)	29 200	0,10	-16,67
AKELA PHARMA (AKL)	2 053	0,10	-16,67
BELLUS HEALTH (BLU)	78 575	0,04	-12,50
YELLOW MEDIA (YLO)	656 554	0,04	-12,50

EN \$	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
AGRIUM (AGU)	396 334	81,72	-1,05
BANQUE ROYALE (RY)	2 829 542	50,35	-1,03
CANADIAN UTIL./B (CU.X)	2 850	67,50	-0,83
BANQUETD (TD)	1 130 564	78,22	-0,77
BAN. NATIONAL (NA)	362 020	71,90	-0,73

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois

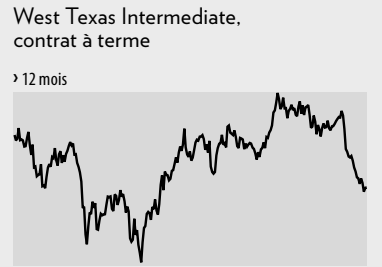


PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
GOLDQUEST MINING (GQC)	8 671 930	0,40	27,42
SIMBA ENERGY (SMB)	5 359 514	0,20	21,88
AFRICA OIL (AOI)	4 574 024	9,94	12,70
HORN PETRO (HRN)	4 330 635	1,37	17,09
PETRO VISTA (PTV)	2 423 194	0,05	0,00
CANACO RES. (CAN)	1 945 944	0,31	10,71
EACOM TIMBER (ETR)	1 861 468	0,10	0,00
SHAMARAN PETR. (SWM)	1 608 118	0,20	8,11
PAN ORIENT EN. (POE)	1 533 593	3,45	2,68
BORDER PETROLE (BOR)	1 395 100	0,24	20,00

CONSULTEZ les cotes boursières en tout temps sur lappresseaffaires.com

PÉTROLE



FONDS INDICIELS

	FERM.	1J (\$)	1J (%)	1AN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	18,28	0,01	0,05	-15,64
S&P/TSX 60 (XIU)	16,55	-0,02	-0,12	-16,37
S&P/TSX fin. (XFN)	21,23	-0,23	-1,07	-14,57
S&P/TSX éner. (XEG)	15,17	0,11	0,73	-26,64
S&P/TSX or (XGO)	19,38	0,18	0,94	-19,05
Oblig. c. terme (XSB)	29,02	0,05	0,17	0,38
Oblig. l. terme (XBB)	31,48	0,16	0,51	5,07
S&P 500 (XSP)	15,07	-0,04	-0,26	-0,72

CANADA LPA 100 (HEBDOMADAIRE)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERM. (\$)	VARIATION 1J (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE SEM. (%)	52 SEM. HAUT	52 SEM. BAS	DIV. ANN.
MATÉRIAUX	2 854,90	0,79	7,09				
Semafo (SMF)	5,38	0,03	0,56	4,906	16,20	10,48	3,81 0,04
▲ Iamgold (IMG)	11,20	0,20	1,82	12 693	12,68	23,79	9,31 0,25
Agnico-Eagle (AEM)	41,02	0,35	0,86	7 425	10,95	72,51	31,50 0,80
▲ Goldcorp (G)	38,84	0,46	1,20	18 871	9,53	55,93	32,52 0,53
▲ Barrick (ABX)	41,24	0,74	1,83	23 058	8,90	55,36	35,11 0,80
▼ Ivanhoe (IIV)	9,54	-0,38	-3,83	9 278	8,90	25,98	8,45 0,00
▼ Kinross (K)	8,52	-0,13	-1,50	20 633	8,81	18,17	7,15 0,15
Teck Res. (TCK.B)	31,22	0,06	0,19	7 705	6,01	51,87	27,39 0,80
▼ Agrium (AGU)	81,72	-1,05	-1,27	3 963	4,76	89,17	63,93 0,45
▲ Canam (CAM)	4,97	0,14	2,90	167	4,63	7,95	2,81 0,00
Domtar (UFS)	81,45	0,66	0,82	259	4,13	100,44	63,88 1,80
Potash (POT)	40,98	-0,25	-0,61	10 044	3,88	59,45	39,23 0,56
▲ Osisko (OSK)	7,12	0,16	2,30	38 681	1,71	15,86	6,25 0,00
▼ Cascades (CAS)	4,56	-0,08	-1,72	189	0,22	6,54	3,51 0,16
Tembec (TMB)	2,10	0,02	0,96	2 307	-3,67	4,77	2,01 0,00
SANTÉ	845,44	1,45	3,86				
▲ Valeant Pharma (VRX)	49,98	0,64	1,30	24 256	4,02	58,98	33,91 0,00
Paladin Labs (PLB)	42,24	0,19	0,45	42	1,29	45,88	32,41 0,00
▼ Theratechnologie (TH)	1,75	-0,03	-1,69	80	-0,57	4,90	1,65 0,00
Atrium Inno. (ATB)	11,20	0,10	0,90	47	-2,01	16,45	9,85 0,00
INDUSTRIELLES	1 359,09	-0,31	3,77				
SNC-Lavalin (SNC)	39,57	-0,27	-0,68	3 124	8,74	59,97	34,92 0,88
Transforce (TFI)	18,10	-0,10	-0,55	554	6,53	18,57	9,76 0,52
GLV (GLV.A)	3,15	0,03	0,96	103	6,42	8,47	2,74 0,00
Chorus Aviation (CHR.B)	3,14	0,01	0,32	2 200	6,08	5,30	2,65 0,60
▲ Genivar (GNV)	24,50	0,29	1,20	256	6,06	29,19	19,83 1,50
▲ Velan (VLN)	12,25	0,40	3,38	18	5,24	15,00	11,06 0,32
Canadien Pacifique (CP)	77,17	-0,08	-0,10	8 951	4,13	79,29	46,01 1,40
Canadien National (CNR)	83,56	-0,56	-0,67	4 697	3,61	85,84	63,72 1,50
Air Canada (ACB)	0,87	0,00	0,00	1 215	3,57	2,43	0,78 0,00
Stella-Jones (SJ)	53,52	-0,18	-0,34	317	2,92	54,48	33,25 0,60
▲ Bombardier (BBD.B)	3,80	0,06	1,60	38 226	2,43	7,25	3,30 0,10
▼ WestJet (WJA)	15,63	-0,20	-1,26	2 559	2,16	15,90	10,30 0,24
Quinc. Richelieu (RCH)	31,51	-0,19	-0,60	52	0,03	33,20	24,35 0,48
CAE (CAE)	10,12	-0,01	-0,10	2 944	-0,59	13,09	9,03 0,16
▲ Transcontinental (TCL.A)	9,76	0,24	2,52	198	-1,41	16,40	9,34 0,58
ÉNERGIE	2 552,46	0,60	3,18				
▲ Talisman Energy (TLM)	10,79	0,43	4,15	53 382	7,36	20,80	9,72 0,27
Can Natural Res. (CNQ)	31,70	0,29	0,92	18 671	5,84	42,72	27,25 0,42
▲ Encana (ECA)	21,14	0,34	1,63	15 094	5,65	33,68	17,25 0,80
▲ Suncor Energy (SU)	28,87	0,38	1,33	21 477	5,36	41,80	23,97 0,52
▲ Nexen (NXY)	16,63	0,19	1,16	7 106	3,16	23,67	14,20 0,20
Enovus (CVE)	32,39	-0,09	-0,28	9 696	2,63	39,64	28,85 0,88
Cameco (CCO)	19,76	-0,06	-0,30	4 923	2,17	28,70	17,25 0,40
Husky Energy (HSE)	23,30	-0,16	-0,68	7 403	1,79	29,79	20,63 1,20
Enbridge (ENB)	40,62	-0,34	-0,83	6 881	1,47	41,50	28,27 1,13
Imperial Oil (IMO)	41,66	0,04	0,10	4 300	1,41	49,26	34,15 0,48
Transcanada (TRP)	42,45	0,25	0,59	5 374	1,22	44,75	37,00 1,76
Canadian Oil Sands (COS)	20,67	-0,07	-0,34	7 378	0,83	30,44	18,17 1,40
CONSOMMATION AUTRE	1 007,88	pts	-0,30	1,91			
▲ Le Château (CTU.A)	1,41	0,10	7,63	119	5,22	10,05	1,03 0,00
▲ Cogeco Câble (CCA)	45,88	1,38	3,10	191	4,39	54,28	42,48 1,00
▲ Quebecor (QBR.B)	38,50	0,56	1,48	366	4,34	40,35	26,52 0,20
Reitmans (RET.A)	14,94	0,11	0,74	274	3,25	17,93	13,66 0,80
Magna (MG)	42,80	-0,03	-0,07	3 373	2,51	52,46	31,91 1,10
▲ TVA (TVA.B)	8,88	0,32	3,74	9	2,42	14,25	8,00 0,00
Tim Hortons (THI)	54,98	-0,02	-0,04	2 176	2,36	57,91	41,53 0,84
Gildan (GIL)	25,78	0,15	0,59	3 694	1,94	36,46	16,54 0,29
Shaw (SJR.B)	19,52	0,04	0,21	5 171	1,72	22,45	18,97 0,97
▼ Rona (RON)	10,16	-0,11	-1,07	752	0,79	12,39	8,64 0,14
Astral Media (ACM.A)	48,70	0,11	0,23	1 241	0,47	48,90	31,00 1,00
Aimia (Aeroplan) (

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

DENRÉES			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Blé (SUS/boisseau)	6,75	1,81	-15,25
Cacao (SUS/livre)	0,96	0,24	-28,76
Café (SUS/livre)	1,68	0,54	-36,64
Mais (SUS/boisseau)	5,79	0,04	-22,03
Soya (SUS/boisseau)	13,83	0,53	0,45
Sucre (SUS/livre)	0,20	0,20	-13,34

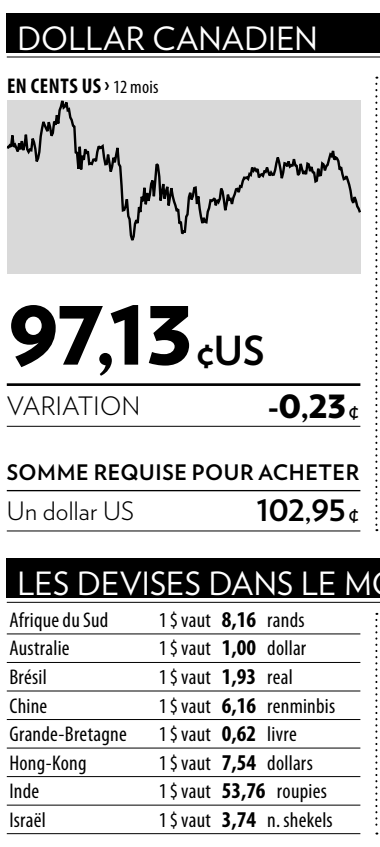
ÉNERGIE			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Essence (SUS/gallon)	2,90	0,73	-3,93
Gaz naturel (SUS/gigajoule)	2,42	-3,63	-41,74
Mazout (SUS/gallon)	2,83	0,15	-5,18

MÉTAUX			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 J	1 AN
Aluminium (SUS/livre)	0,90	0,53	-22,07
Argent (SUS/once)	28,37	0,81	-24,63
Cuivre (SUS/livre)	3,49	0,46	-14,67
Étain (SUS/livre)	9,00	0,99	-29,73
Nickel (SUS/livre)	7,70	0,38	-27,51
Palladium (SUS/once)	589,50	0,34	-21,12
Platine (SUS/once)	1433,10	0,75	-19,48
Plomb (SUS/livre)	0,88	0,57	-23,18
Zinc (SUS/livre)	0,86	1,37	-14,56

LES OBLIGATIONS					
	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA					
Canada	10,25	15-03-14	116,34	1,04	0,09
Canada	9,75	01-06-21	167,25	1,67	0,67
Canada	8,00	01-06-23	160,71	1,87	0,79
Canada	8,00	01-06-27	176,06	2,07	1,12
Canada	5,75	01-06-29	150,20	2,19	1,01
LES PROVINCES					
Hydro Québec	11,00	15-08-20	161,26	2,64	0,55
Manitoba	7,75	22-12-25	151,98	3,04	0,93
New Brunswick	6,00	27-12-17	120,31	2,11	0,40
Newfoundland	6,15	17-04-28	136,91	3,17	0,81
Nova Scotia	6,60	01-06-27	140,59	3,17	0,79
Ontario	6,25	25-08-28	136,47	3,32	0,84
Ontario Hydro	7,45	31-03-13	105,85	0,39	0,01
Ontario Hydro	8,50	26-05-25	157,48	3,09	0,84
Ontario Hydro	8,25	22-06-26	157,34	3,16	0,91
P E I	8,50	27-10-15	122,50	1,68	0,22
Québec	6,00	01-10-29	134,40	3,36	0,72
LES CORPORATIONS					
Bell Canada	7,00	24-09-27	128,63	4,40	0,80
Bombardier	7,35	22-12-26	104,25	6,88	0,00
Cons Gas	6,10	19-05-28	129,31	3,66	0,87
Gtaa	6,45	03-12-27	132,10	3,71	0,86
Investors Gr	6,65	13-12-27	121,86	4,65	0,76
Wtcoast Éne	6,75	15-12-27	133,24	3,88	0,78

TAUX D'INTÉRÊT			
	FERMETURE	RENDEMENT	
		SEM.	ANNÉE
CANADA			
Taux d'escompte	1,25	0,00	0,00
Taux préférentiel	3,00	0,00	0,00
Fonds à un jour	1,00	0,00	0,00
Bons du Trésor (3 mois)	0,97	-0,02	0,02
Obligations (2 ans)	1,09	-0,12	-0,51
Obligations (10 ans)	1,81	-0,07	-1,27
ÉTATS-UNIS			
Taux d'escompte	0,75	0,00	0,00
Taux préférentiel	3,25	0,00	0,00
Fed funds	0,25	0,00	0,00
Bons du trésor (3 mois)	0,08	0,01	0,04
Obligations (2 ans)	0,29	-0,01	-0,25
Obligations (10 ans)	1,74	0,02	-1,39

OR	
New York	1568,90 \$US
Variation 1 JOUR	+11,40 \$US
Variation 1 SEM.	-1,44 %
Variation 1 AN	+2,76 %



LES DEVICES DANS LE MONDE	
Afrique du Sud	1 \$ vaut 8,16 rands
Australie	1 \$ vaut 1,00 dollar
Brésil	1 \$ vaut 1,93 real
Chine	1 \$ vaut 6,16 renminbis
Grande-Bretagne	1 \$ vaut 0,62 livre
Hong-Kong	1 \$ vaut 7,54 dollars
Inde	1 \$ vaut 53,76 roupies
Israël	1 \$ vaut 3,74 n.shekels
Japon	1 \$ vaut 77,52 yens
Liban	1 \$ vaut 1459,32 livres
Mexique	1 \$ vaut 13,62 pesos
Norvège	1 \$ vaut 5,84 couronnes
Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut 1,29 dollar
Russie	1 \$ vaut 31,11 roubles
Suède	1 \$ vaut 6,97 couronnes
Suisse	1 \$ vaut 0,93 franc

Wall Street prudente avant un long week-end

LA PRESSE CANADIENNE ET AGENCE FRANCE-PRESSE
 REVUE BOURSIÈRE

La Bourse de New York a fini en baisse hier, les investisseurs optant pour la prudence avant un long week-end aux États-Unis, en dépit d'un indicateur sur le moral des consommateurs américains encourageant.

L'indice Dow Jones a cédé 74,92 points (-0,6 %) à 12 454,83 points et le Nasdaq, à dominante technologique, 1,85 point à 2837,53 points.

L'indice élargi Standard & Poor's 500 a lâché 0,22 % (-2,86 points) à 1317,82 points.

Wall Street avait ouvert sans direction avant de s'enfoncer dans le rouge progressivement. « Le marché était en mode préservation », a dit Michael James, de Wedbush Securities, expliquant que les investisseurs avaient davantage cherché à maintenir leurs positions qu'à en gagner de nouvelles « étant donné tous ces nuages noirs et ces développements négatifs quotidiens en Europe ».

Inquiétudes

Le marché est resté ainsi suspendu au nouveau scrutin législatif prévu le 17 juin en Grèce, où le parti d'extrême gauche anti austerité Syriza a le vent en poupe, ce qui fait craindre aux investisseurs que son éventuelle victoire précipite une sortie du pays de l'Union monétaire et ébranle



Le marché est resté suspendu au nouveau scrutin législatif prévu le 17 juin en Grèce, où le parti d'extrême gauche anti austerité Syriza a le vent en poupe, ce qui fait craindre aux investisseurs que son éventuelle victoire précipite une sortie du pays de l'Union monétaire.

d'autres pays en difficulté, au premier rang desquels l'Espagne.

En outre, « on est à la veille d'un long week-end, les gens

seront en effet fermés lundi, jour férié du « Memorial Day » aux États-Unis, en hommage aux anciens combattants.

ont remarqué les analystes de Charles Schwab.

Selon des chiffres publiés par l'institut GfK, les consommateurs allemands ont bien

meilleur moral que les entrepreneurs du pays. Et le moral des ménages français a légèrement remonté en mai, à un niveau qui n'est pas

encore aussi bon que celui de l'Allemagne et de la France.

« On est à la veille d'un long week-end, les gens ne sont pas très actifs, surtout qu'on achève un mois décevant. »

— J Mace Blicksilver, du cabinet de gestion d'actifs Marblehead Asset Management

ne sont pas très actifs, surtout qu'on achève un mois décevant », a relevé Mace Blicksilver, du cabinet de gestion d'actifs Marblehead Asset Management.

Wall Street a limité toutefois ses pertes « grâce à des indicateurs positifs sur le moral du marché en Allemagne et en France »,

meilleur moral que les entrepreneurs du pays. Et le moral des ménages français a légèrement remonté en mai, à un niveau qui n'est pas encore aussi bon que celui de l'Allemagne et de la France.

LE BLOGUE DES MARCHÉS

L'électrochoc pour biotechs



PAUL DURIVAGE

Un regroupement d'actions est comme un électrochoc pour un titre: des avantages manifestes à court terme, mais des mesures draconiennes doivent suivre pour requinquer le patient. L'industrie des biotechnologies n'est pas sans l'ignorer alors que le défibrillateur surchauffe de ce temps-ci.

La société Bellus Santé va regrouper ses actions ordinaires à raison de 1 pour 30 dans le cadre d'une transaction stratégique avec Pharmascience, mardi prochain. Le titre, qui cote à 4 cents devrait donc revenir au-dessus de 1\$, 1,20\$ possible. Les dernières approbations ont été obtenues hier matin.

« Le regroupement d'actions proposé facilitera la croissance de la société alors qu'elle poursuit le développement de son composé de phase III et cherche à ajouter des composés prometteurs à son portefeuille de produits en développement », expliquait la

demeurer à sa cote. Aeterna Zentaris, une autre entreprise pharmaceutique québécoise qui a connu de meilleurs jours, a reçu un avis en ce sens la semaine dernière. Elle devra consolider ses actions sur la base d'au plus une pour deux d'ici le 12 novembre prochain,

le cours est trop bas. À moins de 1\$, par contre, les fonds ont cependant quitté le navire depuis longtemps. L'opération est par contre généralement mal perçue par les investisseurs qui y voient un signal de détresse. Aussi il n'est pas décidé à la légère.

2,40\$ après consolidation. Il est retombé à 39 cents depuis.

> À l'occasion d'une prise de contrôle inversée longue à se concrétiser, Bionix doit regrouper ses actions, d'une valeur de 6 cents seulement, selon un ratio d'une nouvelle pour chaque tranche de deux anciennes. L'annonce en a été faite en décembre 2011. Les négociations sont toujours arrêtées sur les actions de l'entreprise qui se consacre au développement de logiciels et d'orthèses pour le bien-être postural.

> En avril dernier, le laboratoire lavallois Warnex, après radiation de la Bourse de Toronto, a annoncé son inscription à la Bourse de croissance de Vancouver, mais non sans avoir préalablement regroupé ses actions ordinaires à raison d'une pour quatre. L'opération n'a pas encore été complétée.

Actionnaires et investisseurs apprécient quand leurs titres se retrouvent dans une zone de prix permettant d'obtenir une marge de crédit. Cela permet aussi de satisfaire les exigences de certains fonds d'investissement.

compagnie lavalloise dans un communiqué préalablement au vote des actionnaires.

Un regroupement d'actions, ou consolidation d'actions, a certes ses attraits. Cela peut empêcher qu'une action ne soit retirée de la cote. NASDAQ, par exemple, impose un prix minimum de 1\$ au cours d'une période de 30 jours ouvrables consécutifs, pour

pour rétablir sa conformité à l'exigence liée au cours acheteur minimum.

Actionnaires et investisseurs apprécient quand leurs titres se retrouvent dans une zone de prix permettant d'obtenir une marge de crédit. Cela permet aussi de satisfaire les exigences de certains fonds d'investissement qui s'interdisent l'achat d'actions dont

Petit rappel de quelques expériences passées dans ce même secteur des biotechs:

> Le 31 mai 2010, la société torontoise Lorus Therapeutics, spécialisée dans la mise au point de traitements novateurs pour le cancer, a consolidé son capital au ratio d'une nouvelle action pour 30 anciennes. Le titre cotait à moins de 8 cents préalablement à l'opération ou

Suivez le Blogue des marchés sur www.lapresse.ca/durivage

LA PRESSE AFFAIRES GRANDE ENTREVUE

D'origine australienne, Zoë Yujnovich occupe la présidence d'Iron Ore du Canada depuis le 1^{er} janvier 2010.

PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

ZOË YUJNOVICH, PDG D'IRON ORE DU CANADA

La dame de fer



JEAN-PHILIPPE DÉCARIE

Zoë Yujnovich a pris la direction des activités d'Iron Ore du Canada il y a deux ans maintenant. On était en sortie de crise et le mandat de la nouvelle PDG de cette division de l'acier du géant Rio Tinto était clair: mener à bien un programme d'investissements de cinq ans en vue d'augmenter de 70% la production de minerai de fer de son gisement de Labrador City.

Un programme qui va bon train et dont l'achèvement des deux premières phases devrait permettre d'augmenter d'ici la fin de l'année de 5,3 millions de tonnes la production de concentré et de boulettes de fer à Labrador City.

La prochaine phase qui est en attente des résultats des études de faisabilité devrait ajouter 6 millions de tonnes de minerai de fer d'ici la fin de 2014. Avant le début de ce vaste projet d'expansion, Iron Ore produisait 16 millions de tonnes de minerai dans ses installations canadiennes.

«Le marché du fer est beaucoup plus stable depuis le début de 2012 malgré la nervosité permanente qui génère la situation européenne», observe Zoë Yujnovich.

«Les prix sont beaucoup moins volatils que l'an dernier alors que tout le monde appréhendait une forte baisse de la croissance économique mondiale. En octobre 2011, le prix du fer a chuté de 30% en l'espace de deux semaines. C'était un peu excessif», souligne la PDG.

Une Australienne expatriée

Zoë Yujnovich a toujours travaillé chez Rio Tinto depuis qu'elle a décroché son diplôme d'ingénieur à l'Université de Melbourne, en Australie, son pays d'origine.

Mais son parcours professionnel l'a amenée à relever

de l'entreprise australo-britannique dans une série de dossiers complexes dont celui de l'acquisition de la multinationale montréalaise Alcan.

Enfin, en 2008, Rio Tinto la nomme PDG de sa division brésilienne à São Paulo où elle déménage avec le mandat de procéder à une importante expansion de l'usine d'aluminium qu'elle y exploite. Une expansion de 2 milliards, rien de moins.

«Mon projet d'expansion s'est radicalement transformé. Il s'agissait d'une petite usine où l'on produisait 4 tonnes d'aluminium par année. On projetait de hausser à 15 millions notre production annuelle.

Ore du Canada (IOC) à M^{me} Yujnovich, poste qu'elle occupe à Montréal depuis le 1^{er} janvier 2010.

Contrairement à son expérience brésilienne, l'expansion canadienne s'est vraiment mise en marche comme prévu. Ainsi, en 2010, IOC a embauché 300 nouveaux travailleurs à Labrador City et à Sept-Îles. L'an dernier, 315 travailleurs additionnels ont été embauchés et l'expansion forcera la création de 300 nouveaux postes en 2012.

«Malgré les aléas du marché, on sait que la demande pour le fer va rester forte pour de nombreuses années encore. Aujourd'hui, la moitié

«Le fer que produit Iron Ore est un produit haut de gamme, on a un avantage concurrentiel de taille», souligne la PDG.

Plan Nord

Même si Iron Ore n'exploite pas de gisement de fer au Québec et que ses activités à Sept-Îles touchent essentiellement le transport du minerai de la mine de Labrador City vers les marchés d'exportation, l'entreprise va tout de même profiter des retombées du Plan Nord.

«Le chemin de fer que l'on a construit et que l'on exploite au nord de Sept-Îles pour acheminer notre production de Labrador City dessert également les autres producteurs miniers plus au nord, à Wabush, Schefferville ou Bloom Lake.

«Il faut pratiquement doubler notre capacité de transport pour la faire passer de 33 millions de tonnes à 55 millions de tonnes, ce sont des investissements importants qui vont permettre d'acheminer tout le minerai du Nord vers Sept-Îles», indique Zoë Yujnovich.

Une fois que le programme d'expansion de cinq ans aura été mené à bien, est-ce que la jeune PDG envisage de devenir première ministre du Canada?

«Beaucoup de gens me posent la question, répond-elle en riant. Brian Mulroney a vraiment marqué les 50 ans d'histoire d'Iron Ore du Canada. Mais non, je ne pense pas devenir première ministre du Canada.»

différents défis dans autant de pays où la multinationale exerce sa présence.

Après qu'elle eut travaillé quelques années dans le secteur de l'aluminium en Australie, Rio Tinto l'a dépêchée aux États-Unis pour superviser un projet de développement durable dans l'Utah. Elle profite de son séjour américain pour obtenir un MBA.

En 2007, l'entreprise la désigne pour épauler le PDG Tom Albanese au siège social de la multinationale à Londres. Durant deux ans, elle secondera le grand patron

«Avec la crise financière et la chute de la demande mondiale de l'aluminium, la situation a changé du tout au tout. J'ai dû procéder à la fermeture de nos activités de production au Brésil. Ce n'était plus du tout le même mandat. Ça nous a pris un an pour réaliser la fermeture tout en essayant de réduire au minimum ses effets négatifs sur la communauté», relate Zoë Yujnovich.

Le défi canadien

C'est au terme de ce mandat brésilien que Rio Tinto a confié la présidence d'Iron

de notre production est destinée à des projets d'infrastructures. La demande n'est plus dictée par les produits de consommation. Elle est donc moins sujette aux baisses de la consommation», explique Zoë Yujnovich.

IOC exporte 33% de sa production en Chine, 33% en Europe et 33% en Amérique. Même s'il faut compter 45 jours pour livrer le minerai en Chine contre 8 jours seulement pour le fer australien, les Chinois sont friands de notre minerai en raison de sa grande pureté.

«Malgré les aléas du marché, on sait que la demande pour le fer va rester forte pour de nombreuses années encore.»

Un procès criminel pour Carole Morinville

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

N'étant pas parvenue à s'entendre avec la Couronne après huit mois de pourparlers, Carole Morinville aura finalement un procès. Passible de 14 ans de prison pour avoir commis une fraude financière d'environ 2 millions de dollars, l'ex-conseillère financière aura son enquête préliminaire dans un an, en mai 2013.

«Nous étions près d'un règlement, mais nous ne sommes pas arrivés à une entente», dit la procureure de la Couronne Ophélie Brunelle Quraishi. «Il y avait une divergence sur les faits qui auraient dû être admis dans le cadre du projet d'entente», dit l'avocate de Carole Morinville, M^{me} Éliane Hogue, qui a aussi discuté de la peine avec la Couronne.

Carole Morinville, 51 ans, a été accusée de fraude, de fabrication de documents et d'entrave à la justice en février 2011. L'actrice Karine Vanasse était au nombre de sa quarantaine de victimes. Après huit reports de la cause depuis le

dépôt des accusations, la Cour a finalement fixé l'enquête préliminaire, qui sert à vérifier s'il y a assez de preuve pour faire un procès, en mai 2013. En septembre dernier, la Couronne et la défense avaient commencé à négocier un plaidoyer de culpabilité.

Des victimes au palais de justice

Plusieurs victimes de Carole Morinville s'étaient déplacées au palais de justice hier matin dans l'espoir de voir leur ex-conseillère financière plaider coupable. Du nombre, Marie-Noëlle Déry, qui a perdu 115 000\$ dans cette histoire. «Mai 2013, je trouve ça loin, mais je comprends que le palais de justice est plein, dit-elle. J'aurais aimé qu'elle dise qu'elle est coupable, qu'on en finisse un jour, qu'on puisse passer à autre chose, surtout à mon âge. Mais dans un an, ça va lui coûter plus cher.»

L'avocate de Carole Morinville estime que la cause suit son cours normal, mais que le nombre élevé de victimes potentielles ne facilite pas la

tâche des parties. «On a fait tout un plat avec les délais, mais nous voulons collaborer pour en arriver à une conclusion le plus rapidement possible, dit M^{me} Éliane Hogue. Les délais actuels ne sont pas si longs que ça pour un dossier de cette complexité. La plupart des victimes ont été remboursées.»

Il y a un an, l'Autorité des marchés financiers (AMF) a versé 1,6 million de dollars à 28 victimes de Carole Morinville, dont l'actrice Karine Vanasse qui avait été arnaquée pour une somme de 125 000\$ provenant de la vente d'un condo. Quarante-deux personnes avaient fait une demande d'indemnisation au fonds de l'AMF. Les gens ayant prêté de l'argent à titre personnel à Carole Morinville n'ont pu être remboursés, car ces transactions ne sont pas couvertes par le fonds d'indemnisation de l'AMF.

L'adjointe de Carole Morinville, Annie Berger, aura son enquête préliminaire en mai 2013. Elle est passible de 10 ans de prison pour fabrication de faux documents et entrave à la justice.

PHOTO IVANO HOGUE, LA PRESSE
Carole Morinville